

« L'ENSEA et le CIRES n'entendent donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans ce mémoire. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leur auteur.»

À mes chers parents,

À mes frères et sœurs,

Et à tous ceux qui ont cru en moi.

Remerciements

Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans le concours de plusieurs personnes que nous tenons à remercier ici chaleureusement. Leur disponibilité, la justesse de leurs conseils et le soutien qu'ils nous ont accordé constituent autant d'éléments importants qui nous ont permis d'achever la réalisation de ce document.

Pour cela, nos remerciements vont à l'endroit de Monsieur le Directeur du CIRES, le Dr. DIARRA Ibrahim, pour nous avoir permis d'effectuer dans de bonnes conditions de travail notre stage de fin de formation.

Nous exprimons aussi notre gratitude à tous les membres de l'administration du CIRES, ainsi qu'à tout son personnel, en particulier à Monsieur N'GUESSAN COFFIE Francis-José notre maître de stage et notre encadreur au sein de cette structure. Nous le remercions, pour son appui et son soutien inconditionnel dans toutes les épreuves que nous avons traversées lors de la rédaction de ce mémoire.

C'est le lieu aussi d'exprimer notre reconnaissance à Monsieur Koffi N'GUESSAN et à Monsieur KOUADIO Hugues, respectivement Directeur de l'ENSEA et Directeur des Études de la division des Ingénieurs Statisticiens Économistes. Nous tenons à les remercier pour les conseils et la qualité de l'encadrement qu'ils nous ont prodigués jusqu'à présent.

Nos remerciements vont aussi à l'endroit de tout le personnel enseignant et administratif de l'ENSEA pour le cadre d'apprentissage adéquat dont ils nous ont permis de profiter. Plus spécifiquement, nous disons un grand merci à Messieurs BELLO Toyidi, ESSO Loesse, KOUAKOU Jean Arnaud, KEHO Yaya pour tout le savoir qu'ils nous ont transmis.

Nous tenons à remercier William Easterly, qui au travers de son livre « Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ? », nous a donné d'aimer l'économie durant les classes préparatoires commerciales et d'embrasser le chemin des sciences économiques.

Nous remercions aussi chaleureusement notre co-stagiaire, M. NGUETSA CHRISTIAN avec qui nous avons travaillé en équipe au sein du CIRES et pour l'aide qu'il nous a apporté au cours de cette période.

Enfin, tous nos remerciements vont à l'endroit de tous nos camarades de promotion pour l'ambiance particulière qui a régné au sein de notre groupe durant ce laps de temps.

Par ailleurs, étant conscients du fait que nous ne pouvons pas remercier de façon exhaustive toutes les personnes ayant participé à l'aboutissement de ce document, nous disons merci à tous ceux qui de près ou de loin ont contribué à sa production.

Sommaire

<i>Remerciements</i>	iii
<i>Sommaire</i>	v
<i>Sigles et abréviations</i>	viii
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques	viii
<i>Liste des illustrations</i>	x
<i>LISTE DES FIGURES</i>	x
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	x
<i>LISTE DES ENCADRES</i>	xi
<i>LISTE DES ANNEXES</i>	xi
<i>Résumé</i>	xii
<i>Abstract</i>	xii
Chapitre 0 : Introduction générale	1
0.1 Contexte et Justification de l'Étude.....	1
0.2 Problématique	3
0.3 Objectifs de l'Étude.....	3
0.3.1 Objectif général	3
0.3.2 Objectifs spécifiques.....	4
0.4 Méthodologie	4
0.5 Plan de Rédaction.....	4
Chapitre 1 : Théories et Concepts des IDE et de la Pauvreté	5
1.1 Théories et concepts des IDE.....	5
1.1.1 Définitions	5
1.1.2 Théorie des IDE.....	7
1.2 Théories et concepts de la pauvreté.....	11
1.2.1 L'approche utilitariste	12

1.2.2	L'approche des « capacités »	15
1.2.3	Inégalité et mesure de l'inégalité	19
1.3	IDE et réduction de la pauvreté.....	24
1.3.1	Effets microéconomiques	24
1.3.2	Effets macroéconomiques	25
1.4	Originalité de l'étude.....	31
Chapitre 2 : Revue de Littérature empirique		32
2.1	IDE et Croissance	32
2.2	Croissance et Inégalité	34
2.3	IDE et Inégalité	36
2.4	Lien direct entre IDE et pauvreté	36
Chapitre 3 : Cadre Méthodologique et Données		39
3.1	Hypothèses de recherche.....	39
3.2	Présentation du modèle.....	39
3.3	Données et Sources.....	43
3.4	Procédure d'estimation	45
3.4.1	Test d'identification	45
3.4.2	Test de multicolinéarité.....	46
3.4.3	Test d'endogenéité.....	47
3.4.4	Méthode d'estimation	48
Chapitre 4 : Évolution de la croissance, des IDE de la Pauvreté en ASS		52
4.1	Évolution de la croissance.....	52
4.2	Évolution des flux d'IDE.....	54
4.3	Analyse de l'évolution de la pauvreté.....	55
4.3.1	Indicateur de pauvreté monétaire.....	55
4.3.2	Indicateur de pauvreté multidimensionnelle.....	58
4.4	Évolution des Inégalités de revenu	60
Chapitre 5 : Modélisation Économétrique et Interprétation des Résultats		61

5.1	Spécification et test préliminaires	62
5.2	Estimation et interprétation des résultats	67
5.2.1	Équation de croissance	67
5.2.2	Équation des inégalités de revenu	70
5.2.3	Équation de pauvreté.....	71
	Conclusion et Recommandations	74
	<i>Annexes</i>	xvii
	<i>Références bibliographiques</i>	xxii
	<i>Table de matière</i>	xxvi
	<i>Sommaire</i>	Error! Bookmark not defined.

Sigles et abréviations

ACP : Analyse en Composantes Principales

ADF : Augmented Dickey-Fuller

ASS : Afrique Subsaharienne

CAE : Communauté de l'Afrique de l'Est

CEEAC : Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale

CEDEAO : Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest

CEMAC : Communauté Économique et Monétaire de l'Afrique Centrale

DMC : Doubles Moindres Carrés

FMN : Firme Multinationale

OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques

IDE : Investissements Directs Étrangers

IDH : Indice de Développement Humain

IGAD : Autorité Intergouvernementale pour le Développement

IPM : Indice de Pauvreté Multidimensionnelle

INSEE : Institut National de la Statistique et des Études Économiques

MCO : Moindres Carrés Ordinaires

MCG : Moindres Carrés Généralisés

MENA: Middle East and North Africa

MES : Modèle à Équations Simultanées

OPHI : Oxford Poverty and Human Development Initiative

PNUD : Programme des Nations Unies pour le Développement

PP : Phillips- Perron

QSR : Quintile Share Ratio

SACU : Union douanière d'Afrique du Sud

SADC : Communauté de Développement de l'Afrique Australe

SUR : Seemingly Unrelated Regression

TMC : Triples Moindre Carrés

UEMOA : Union Économique et Monétaire Ouest-Africaine

UMA: Union du Maghreb Arabe

UNCTAD: United Nations Conference on Trade and Development

VAR: Vector Autoregressive

WDI: World Development Indicator

WGI : World Governance Indicator

ZMAO : Zone Monétaire d'Afrique de l'Ouest

Liste des illustrations

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Modèle présentant l'effet positif des IDE sur la pauvreté.....	29
Figure 2 : Modèle présentant l'effet pervers des IDE sur la pauvreté.....	30
Figure 3 : Évolution comparée du taux de PIB par tête par région	53
Figure 4 : Évolution des flux d'IDE en Afrique et en ASS.....	54
Figure 5 : Répartition des flux d'IDE selon les pays	55
Figure 6 : Décomposition de la pauvreté selon le milieu en ASS	57
Figure 7 : Evolution de l'IDH dans le monde et en ASS.....	58
Figure 8 : Croissance, inégalités de revenu et incidence de la pauvreté en ASS	Error! Bookmark not defined.
Figure 9: Nuage des variables institutionnelles	64

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 Résumé des effets des IDE sur la croissance, les inégalités et la pauvreté	38
Tableau 2 : Synthèse des variables de l'étude	44
Tableau 3: PIB par tête selon la position géographique en ASS	53
Tableau 4: Population vivant en dessous du seuil de \$1/jour et de \$2/jour (millions).....	56
Tableau 5: Évolution des écarts de pauvreté en ASS au seuil de 1\$.....	58
Tableau 6: l'IPM dans les pays de l'ASS.....	59
Tableau 7: évolution des inégalités par régions (GINI *100).....	60
Tableau 8: Le QSR dans les pays d'ASS	61
Tableau 9: Tableau de corrélation des variables institutionnelles	63
Tableau 10: Test de Hausman	66
Tableau 11 : Tableau présentant les résultats de la croissance modèle 1	68
Tableau 12: Tableau présentant les résultats de l'inégalité de revenu modèle 1	71
Tableau 13: Tableau présentant les résultats de la pauvreté modèle 1	72

Tableau 14: Tableau présentant les résultats de la pauvreté modèle 2.....	73
Tableau 15: Test de l'effet de seuil de devfin.....	73

LISTE DES ENCADRES

Encadré 1 : Présentation de l'ACP	65
Encadré 2 : Présentation du syndrome hollandais	69

LISTE DES ANNEXES

Annexe 1: Taux de pauvreté au seuil de \$1/ jour et de \$2/ jour par régions.....	xvii
Annexe 2 : Évolution des inégalités de revenus dans les pays d'ASS	xvii
Annexe 3 : Test de racine unitaire de la variable Txgdpc en niveau.....	xviii
Annexe 4: Test de racine unitaire de la variable IDE en niveau.....	xviii
Annexe 5: Test de causalité de Granger des variables IDE et Txgdpc.....	xviii
Annexe 6 : Programme de Farrar et Glauber	xix
Annexe 7: Résultats ACP.....	xix
Annexe 8: Tableau présentant les résultats de la croissance modèle 2	xxi
Annexe 9: Tableau présentant les résultats de l'inégalité de revenu modèle 2.....	xxi

Résumé

Le présent document utilise un modèle à équations simultanées pour analyser l'effet des IDE sur la pauvreté entre 1996-2009 sur 18 pays d'Afrique Subsaharienne. Nous utilisons deux indicateurs de pauvreté : un prenant en compte l'aspect monétaire de la pauvreté (incidence de pauvreté) et l'autre prenant en compte l'aspect multidimensionnel (l'IDH). Ce modèle prend en compte les interactions des IDE sur le triangle croissance-inégalité-pauvreté. Nous avons montré que les IDE ont un effet négatif sur la croissance et qu'ils ont un effet non significatif sur la pauvreté. Nous avons également montré que les infrastructures, l'éducation et le développement financier sont des moyens efficaces de lutte contre la pauvreté en ASS. Les résultats sont robustes aux différentes méthodes d'estimations des modèles à équations simultanées.

Abstract

In this paper, we examine the importance of Foreign Direct Investment (FDI) on poverty reduction. Using a cross-country data set for 18 economies in Sub-Saharan Africa over the period 1996-2009 and the methodology of simultaneous equations taking into account the different interaction between FDI and the triangle growth-inequality-poverty, the empirical findings show that FDI has a negative effect on economic growth and has a non-significant effect on poverty reduction in Sub-Saharan Africa. We also find that infrastructure, human capital and financial development are the key factors to alleviate poverty in this region. The results are robust to different methods of estimations and by using different measures of poverty.

Chapitre 0 : Introduction générale

0.1 Contexte et Justification de l'Étude

L'Afrique subsaharienne (ASS) est considérée aujourd'hui comme l'une des régions les plus pauvres du monde. Elle présente des indicateurs alarmants qui traduisent la précarité dans laquelle vive ses populations. La Banque Mondiale estime à 41,10 % ses habitants qui vivent en dessous du seuil de la pauvreté i.e. vivant avec moins d'un \$ par jour en 2004. En fixant ce seuil à 2 \$, cette proportion passe à 71,97%; ce qui laisse entrevoir le faible revenu dont dispose ses habitants. La situation sociale de cette région est alarmante. En 2004, Le taux moyen brut de scolarisation primaire était de 67% alors que celui de l'Asie était de 94%. Quant au taux de mortalité infantile, il est le plus élevé au monde et est de 93‰. Ce fort taux de mortalité infantile montre que les conditions sanitaires de base ne sont pas réunies dans cette région.

La lutte contre la pauvreté s'avère être une des questions les plus essentielles auxquelles devront répondre les dirigeants de cette région afin de garantir le bien-être de leur population. L'atteinte de cet objectif passe inévitablement par le ciblage d'une croissance économique soutenue. Conscients de cette situation, ces pays ont eu recours au financement extérieur pour combler le déficit d'épargne intérieur ; ce qui leur permettrait d'un point de vue théorique de réaliser les investissements nécessaires pour impulser la croissance. Mais, ces pays n'ont pas pu atteindre la croissance espérée et se sont retrouvés au contraire sous un poids insoutenable de la dette extérieure.

À l'aurore des années 2000, les Nations Unies ont mis l'accent sur un certain nombre de points, notamment les IDE, permettant d'atteindre la croissance et de réduire la pauvreté d'ici à l'horizon 2015. Ainsi, durant la déclaration du millénaire les Nations Unies affirmaient : « Nous [l'Assemblée générale des Nations Unies] sommes résolus à réduire de moitié, d'ici à 2015, la proportion de la population mondiale dont le revenu est inférieur à un dollar par jour. Nous sommes également résolus à prendre des mesures spéciales pour relever les défis que sont l'élimination de la pauvreté et la réalisation du développement durable en Afrique y

compris l'annulation de la dette, l'amélioration de l'accès aux marchés, l'accroissement de l'aide publique au développement (APD) et des flux d'investissement étrangers directs ainsi que des transferts de technologies. »

Cette déclaration comme l'indique l'Asiedu (2004) indique qu'une « augmentation des transferts de technologies et des investissements directs étrangers (IDE) vers l'Afrique aidera ce continent à atteindre les Objectifs de Développement du Millénaire (OMD) qui consiste à réduire de moitié les taux de pauvreté d'ici à 2015 ». Une place importante a été donc accordée aux IDE, qui étaient perçus dans les années 60 par les pays africains comme une manifestation de l'impérialisme.

Qu'est-ce qui fait donc des IDE un moyen d'atteinte de la croissance et de lutte contre la pauvreté ? D'abord, la majorité des pays en pleine croissance se sont appuyés sur les IDE en vue d'amorcer et de maintenir une transformation de leur structure économique (Sun 2006). Les IDE jouent, en effet, un rôle essentiel dans la croissance économique. Ils permettent l'obtention de capitaux pour combler le déficit d'épargne des pays hôtes, ils viennent donc renforcer l'investissement domestique. Ils stimulent la concurrence dans les industries en améliorant la productivité des firmes locales. Ils permettent le transfert de technologies et l'adoption des meilleures pratiques issues des pays développés qui sont l'ingrédient clef pour la croissance (Klein, Aaron et Hadjimichael, 2001). De plus, les IDE sont les flux de capitaux les plus stables et par conséquent contribuent à une croissance durable. Ainsi, pour Holger Gorg et David Greenaway (2004) les IDE sont considérés comme le « moteur clé de la croissance économique et du développement. Les IDE stimulent non seulement la formation de capital mais aussi améliore la qualité du capital national »

En outre, les IDE permettent la stimulation de la croissance et de la création d'emplois. En effet, comme le souligne Asiedu (2004) la création d'emplois par les multinationales « stimule les salaires et la situation de l'emploi à l'échelle nationale, favorise le transfert de technologies entre les entreprises étrangères et nationales et améliore la productivité de la main-d'œuvre. ». Aussi, les IDE de par leur stabilité par rapport aux flux de capitaux permettent de se protéger des chocs financiers. Ils stimulent le développement du capital humain, favorisent un climat d'investissement et l'émergence des États de droit, ce qui est tout à fait bénéfique aux pauvres.

C'est fort de ces vertus qui sont attribués aux IDE que les pays d'Afrique Subsaharienne (ASS) ont mis en place des dispositifs (autres que ceux de l'amélioration du contexte

d'investissements) en vue d'attirer le plus d'IDE et de parvenir à atteindre la croissance tant désirée et de lutter contre la pauvreté.

0.2 Problématique

A l'approche de l'horizon 2015, il convient de demander si les IDE ont joué le rôle qui leur a été attribué dans l'atteinte d'une croissance et dans la réduction de la pauvreté. En effet, il est clair que l'objectif fixé par les Nations Unies à savoir la réduction de la pauvreté de moitié d'ici à 2015 ne sera pas atteint en Afrique Subsaharienne.

Les IDE ont-ils contribué à impulser la croissance économique ? Leurs effets sur la croissance restent-ils encore marginaux ? Ou au contraire les IDE ont-ils eu un impact négatif sur la croissance économique ?

De nos jours, la réduction de la pauvreté ne se fait pas uniquement par l'atteinte d'une croissance, mais il faudrait que cette croissance soit favorable aux pauvres, d'où le nom de croissance pro-pauvre. Ce concept met l'accent sur les inégalités de revenu. Ainsi, pour Ravallion (1997) la relation entre croissance-inégalité-pauvreté est arithmétique. Une augmentation de la croissance, à revenu d'inégalité constant conduit à réduire la pauvreté. De même, une baisse de l'inégalité à croissance constante, conduit à réduire la pauvreté. Ainsi, la combinaison des deux effets constituerait un moyen efficace de lutte contre la pauvreté. Mais, il existe une interaction entre les Inégalités et la croissance. Pour que les IDE réduisent la pauvreté, il faudrait analyser son action sur le triangle croissance -inégalité -pauvreté.

0.3 Objectifs de l'Étude

0.3.1 Objectif général

La présente étude s'inscrit dans un cadre d'élaboration des politiques en vue de réduire la pauvreté en Afrique Subsaharienne. Il s'agira pour nous d'analyser le rôle des IDE dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Et au-delà de ce rôle, d'identifier les autres facteurs permettant de lutter efficacement contre la pauvreté.

0.3.2 Objectifs spécifiques

De manière spécifique, il s'agira pour nous de :

- Déterminer l'effet des IDE sur la croissance ;
- Déterminer l'effet des IDE sur les inégalités ;
- Déterminer l'effet des IDE sur la pauvreté.

0.4 Méthodologie

Dans un premier temps, nous procéderons à une analyse descriptive de la croissance, des IDE, des inégalités de revenu et des principaux indicateurs de pauvreté afin d'en avoir une idée plus précise. Ensuite, par la mise en œuvre des équations simultanées, nous verrons comment les IDE interagissent dans le triangle croissance-inégalité –pauvreté.

0.5 Plan de Rédaction

Cette étude sera organisée de la manière suivante : le premier chapitre présentera les différents concepts et théorie en matière d'IDE et de pauvreté. Le second chapitre s'attardera sur la revue de littérature empirique portant sur le lien entre les IDE et la pauvreté et présentera les hypothèses de recherche. Le chapitre 3 présentera quant à lui le cadre méthodologique et les données. Ce chapitre présentera le modèle utilisé et les différentes estimations qui sont faites dans cette étude. Le chapitre 4 se proposera de faire l'analyse descriptive des IDE, de la croissance, des inégalités de revenu et de la pauvreté. Le chapitre 5 présente la modélisation économétrique et l'interprétation des résultats qui nous permettront d'identifier le rôle des IDE dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. À la suite de ce chapitre, viendront la conclusion de l'étude et les recommandations de politiques économiques.

Chapitre 1 : Théories et Concepts des IDE et de la Pauvreté

1.1 Théories et concepts des IDE

Les Investissements Directs Étrangers ont été abordés par plusieurs disciplines économiques. Ainsi, les théories du commerce international, des organisations industrielles, de l'économie de l'information et de l'économie du développement se sont attelées à la compréhension des IDE que ce soit sur le plan définitionnel que sur les raisons qui les suscitent. Ainsi, il convient de cerner les différents concepts et théories des IDE afin d'en comprendre les effets sur la pauvreté.

1.1.1 Définitions

1.1.1.1 Définition des IDE

Différentes définitions ont été données aux IDE et chacune présente une caractéristique essentielle des IDE.

Ainsi, selon l'OCDE l'investissement direct étranger (IDE) se définit comme « un investissement réalisé par une entité résidente d'une économie dans le but d'acquérir un intérêt durable dans une entreprise résidente d'une autre économie. La notion d'intérêt durable sous-entend l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur direct et l'entreprise et le fait que l'investisseur peut exercer une influence marquée sur la gestion de l'entreprise bénéficiant de l'investissement direct. Il n'est pas nécessaire que l'investisseur étranger ait un contrôle absolu : le critère appliqué est une participation égale à 10 % des droits de vote. ».

Quant à la Banque de France, elle définit les IDE comme : « des investissements internationaux par lesquels des entités résidentes d'une économie acquièrent ou ont acquis un intérêt durable dans une entité résidente d'une économie autre que celle de l'investisseur. La notion d'intérêt durable implique l'existence d'une relation à long terme entre l'investisseur

direct et la société investie et l'exercice d'une influence notable du premier sur la gestion de la seconde. L'investissement direct comprend à la fois l'opération initiale entre les deux entités et toutes les opérations financières ultérieures entre elles et entre les entreprises du même groupe international ».

Ces différentes définitions nous permettent de mettre en exergue des caractéristiques propres aux IDE que sont : la durabilité et le contrôle. Ces deux notions permettent différencier les IDE des investissements de portefeuille. Les investissements de portefeuilles sont des investissements de court terme et ne visent pas à exercer une influence sur l'entreprise. En effet, la préoccupation première de l'investisseur est un suivi des revenus découlant de l'acquisition, du maintien et de la vente d'actions et d'autres valeurs immobilières, sans chercher à exercer une influence ou un contrôle sur l'entreprise.

La notion de contrôle pour sa part implique une participation active et déterminante de l'entreprise étrangère dans les décisions opérationnelles, managériales et stratégiques de l'entreprise locale. Le contrôle se manifeste notamment à travers l'intervention dans le conseil d'administration et dans la désignation des dirigeants (Moosa, 2002).

1.1.1.2 Définition des termes techniques

- **Résident** : On qualifie de résident toute personne morale de droit public national et tous ses services sur le territoire national ; toute personne morale de droit privé national, pour les activités de son siège social, de ses filiales, sociétés affiliées et succursales établis sur le territoire national ; toute personne morale de droit étranger, pour les activités de ses succursales établies sur le territoire national.
- **Investisseur direct** : Entreprise publique ou privée ayant ou non la personnalité morale, un groupe d'entreprises liées entre elles ayant ou non la personnalité morale, un gouvernement, une personne physique ou un groupe de personnes physiques liées entre elles, possédant une entreprise d'investissement direct qui opère dans un pays autre que le ou les pays de résidence de l'investisseur ou des investisseurs directs.
- **Entreprise d'investissement direct** : Entreprise dans laquelle un investisseur direct détient au moins 10% des actions ordinaires ou des droits de vote, dans le cas d'une filiale ou d'une société affiliée, ou l'équivalent s'il s'agit d'une succursale ou d'un siège d'exploitation.

- **Filiale** : Entreprise dotée de la personnalité morale, dont l'investisseur direct possède plus de 50% des actions ordinaires ou des droits de vote et /ou il a le droit de désigner ou de révoquer une majorité des membres du Conseil d'Administration de cette entreprise.
- **Société affiliée** : Entreprise dans laquelle l'investisseur direct possède entre 10% et 50% inclus des actions ordinaires ou des droits de vote ou détient un pouvoir de décision effectif dans la gestion de cette entreprise.
- **Succursale** : Entreprise n'ayant pas la personnalité morale selon le droit du pays d'accueil. Elle peut être un établissement stable ou un bureau, une société de personnes ou une entreprise commune.

- **Les firmes multinationales** : Entreprises d'investissement direct. Elles étendent leurs activités à plusieurs pays différents. Elles sont le canal par lequel se transmettent les IDE. Elles sont donc intrinsèquement liées aux IDE. Selon l'approche OLI, Dunning (1993), fait ressortir quatre grands types de firmes selon leur but poursuivi :
 - **Les « ressources seekers »** : Ce sont les entreprises qui s'implantent et qui ont pour intention d'exploiter les ressources naturelles, d'avoir de la main d'œuvre à bas coût.
 - **Les « market seekers »** : Entreprises qui s'implantent dans le but d'étendre leur marché au marché local.
 - **Les « efficiency seekers »** : Entreprises qui sont à la recherche d'économie d'échelle, de diversification des risques.
 - **Les « strategy Asset ou capability Seeker »** : Firmes qui achètent des actions à l'étranger dans le but de promouvoir leurs objectifs de long terme. Elles sont motivées par le renforcement de leur compétitivité ou par la baisse de la compétitivité de leurs concurrents.

1.1.2 Théorie des IDE

Il n'existe pas de théorie générale des IDE, mais toute une pléthore de théories. Chacune d'elles aborde de manière particulière les IDE, ce qui nous permet d'en avoir une compréhension assez large. Ici, il ne s'agira pas d'aborder toutes ces théories, mais d'en rapporter les principales.

1.1.2.1 La théorie du cycle de vie de Vernon

Cette théorie fut développée en 1966 par Vernon. Vernon distingue 4 phases dans le cycle de vie d'un produit :

- la phase d'introduction (innovation) ;
- la phase de croissance ;
- la phase de maturité ;
- la phase de déclin.

A la première phase, les entreprises d'un pays A possèdent un avantage technologique. Ils comblent les besoins locaux et exportent le surplus vers un pays B. A la phase de croissance et de maturité, ils feront des économies d'échelle, réduiront leur coût de production et augmenteront les exportations vers le pays B. Entre temps les entreprises du pays B copient la technologie et concurrencent les produits de A. Pour faire face à cette concurrence, les firmes de A créent des Filiales dans le pays B.

Ce raisonnement fût utilisé pour expliquer les flux d'IDE en provenance des États Unis vers l'Europe de l'Ouest durant la période 1950-1970. Mais, cette théorie est restée incapable d'expliquer les flux d'IDE lorsque les États Unis ne possédaient pas d'avantages technologiques.

1.1.2.2 La théorie de l'internalisation

Elle fut développée par plusieurs auteurs. Initié par Coase en 1937 dans le cadre d'une analyse nationale et par Hymer dans un cadre international. Et, ensuite, développée par Buckley et Casson en 1976, par Henmart en 1982 et Casson en 1983.

Selon cette théorie l'extension des firmes multinationales est due à une optique extensionniste de leurs activités en vue de maximiser leurs profits. Cette extension sera possible grâce aux avantages spécifiques qu'ont ces firmes. Ces firmes seront donc en situation de monopole ou d'oligopole sur les marchés étrangers.

Pour Hymer (1976), les deux raisons principales de cette extension sont d'une part la fuite de la concurrence et d'autre part le bénéfice des avantages spécifiques liés à une activité de la firme.

1.1.2.3 Le paradigme OLI

Dunning dresse un cadre d'analyse des flux d'investissement internationaux. Pour ce faire, il construit un modèle constitué de deux (2) pays et des firmes ayant trois modalités d'entrée sur le marché étranger : IDE, Licence et Exportation. Ce choix se trouve conditionner par les caractéristiques que doivent avoir une firme pour s'internationaliser, résumé dans le paradigme OLI suivant :

- **O** pour « **Ownership advantage** » : cet avantage se traduit par la détention d'un actif particulier ou d'un avantage spécifique. Ce pourrait être un produit ou une technologie dont les autres firmes ou sociétés ne disposent pas ou n'y ont pas accès (brevet, marques, secrets commerciaux, etc.). L'entreprise possède donc un monopole de cet avantage exclusif et l'utilise à l'étranger pour avoir un profit marginal élevé ou un faible coût marginal (Dunning 1973,1980,1988)
- **L** pour « **Localisation advantage** » :l'avantage spécifique qu'a l'entreprise doit être durable pour que l'entreprise puisse l'exploiter à l'étranger. Cet avantage est lié à la localisation à l'étranger. Il s'agit ici de rechercher les débouchés qui minimisent les coûts de production, de commercialisation, etc. Ces avantages peuvent être classés en 3 catégories (Vintila Denisia, 2010) :

a) Caractéristiques de l'économie : Main-d'œuvre abondante ou qualifiée, coûts de transport, télécommunications, taille du marché, etc.

b) Avantage politique : Les différentes politiques mises en place par le gouvernement en vue d'attirer les IDE.

c) Avantages sociaux : Incluant la distance entre le pays source et le pays hôte, diversité culturelle, attitude envers les étrangers, etc.

- **I** pour « **internalisation advantage** » qui s'explique par le fait qu'il y a moins d'avantage à sous-traiter qu'à exploiter soi-même cet avantage spécifique. C'est un avantage à l'internalisation, en vue de contourner ou d'éviter le risque lié à la vente de technologie aux autres firmes pour ne pas s'exposer à la concurrence.

Ainsi, le choix de la modalité de pénétration du marché étranger est fonction de la conjonction entre ces trois types d'avantages. En effet, une implantation à l'étranger par le biais des IDE

n'est possible que si les trois avantages spécifiques (O, L et I) sont réunis. En revanche, si l'avantage des coûts à la localisation L n'existe pas en présence des deux autres avantages O et I, la firme préfère exporter vers les marchés étrangers. La vente de licence sera le choix le plus favorable si elle ne détient qu'un avantage au niveau de l'industrie O (Dunning, 1988).

1.1.2.4 Théorie traditionnelle de la firme multinationale

Cette théorie s'est beaucoup inspirée de l'approche OLI de Dunning. Cette théorie distingue les IDE à stratégie verticale, les IDE à stratégie horizontale et les IDE à stratégie complexe.

- **IDE à stratégie horizontale** : Les firmes cherchent à reproduire à l'étranger les mêmes biens et services que dans le pays source. Ce type d'IDE n'a lieu qu'entre les pays ayant des caractéristiques similaires (technologie, préférence, dotation en facteur). Ce type d'IDE explique les flux d'IDE entre les pays du Nord.
- **IDE à stratégie verticale** : Ce sont des flux d'IDE qui viennent du pays source en vue de fragmenter géographiquement les étapes de production. Ils visent principalement à exploiter les ressources naturelles. Cette stratégie peut être assimilée aux flux d'IDE en provenance des pays du Nord vers ceux du Sud. Et comme le souligne Michalet (1999) : «les pays les moins développés n'investissent pas dans les pays de la triade et les flux sont à sens unique».
- **IDE à stratégie mixte** : Cette stratégie consiste à combiner les deux stratégies sus mentionnées et s'apparente plus à la réalité.

1.1.2.5 La théorie de la diversification des portefeuilles

À l'origine, cette théorie visait à trouver une combinaison optimale des valeurs des titres dans les marchés financiers (marchés d'action, des obligations). Elle émet l'idée selon laquelle la détention de plusieurs titres moins corrélés permet de réduire les risques auxquels font face les investisseurs (Markovitz 1959 et 1970). Elle donne une nouvelle explication des IDE. Elle assimile chaque projet d'IDE à un investissement financier. Les IDE dans chaque pays d'implantation font face à des risques politiques, des risques de taux de change et des risques dus aux cycles conjoncturels. Il s'agira donc pour chaque firme multinationale d'étaler sa production sur plusieurs pays afin de minimiser les risques.

1.1.2.6 La nouvelle économie géographique

Cette théorie a pour objectif d'expliquer la localisation ou la répartition spatiale des activités économiques. Ainsi, cherche-t-elle à expliquer l'attractivité d'une région par rapport à une autre. Cette théorie s'est fondée sur les travaux théoriques de plusieurs auteurs que l'on peut classer en trois catégories (Catin et Ghio, 2000) :

- Des travaux qui mettent en évidence l'influence des économies d'agglomération sur la répartition spatiale des activités et des agents dans un cadre statique.
- Des travaux qui analysent le rôle des économies d'agglomération dans la dynamique (la croissance économique) des territoires.
- Des travaux qui s'intéressent à l'influence des différentes formes des politiques de libéralisation commerciale sur la concentration spatiale des activités et sur l'inégalité des régions.

Cette théorie stipule que la concentration des firmes dans une même localité engendre des externalités positives, et celles-ci poussent d'autres firmes à s'y installer. Ce qui améliore l'attractivité de cette zone.

Bien que présentant un cadre théorique intéressant, cette théorie présente des limites.

D'une part, il est difficile de vérifier empiriquement ce cadre théorique car il n'existe pas de bon proxy de l'effet d'économie d'agglomération. Aussi, ne donne-t-elle pas d'explications quant à l'origine du processus générateur de l'effet d'agglomération. Elle énonce tout simplement que le lieu de concentration est décidé par des accidents historiques. Prenons un exemple pour illustrer ce fait. Pour des régions ayant des dotations factorielles similaires, à un moment donné, l'une d'entre elles peut attirer plus de firmes simplement grâce à un accident historique, ce qui va créer peu à peu des externalités positives. Puis, d'autres nouvelles firmes attirées par ces externalités vont venir accroître l'avantage de cette région et ainsi de suite (Krugman, 1991).

1.2 Théories et concepts de la pauvreté

La pauvreté est un phénomène qui frappe toute société, ses marques sont assez visibles et reconnues par tous. Mais, son approche définitionnelle diffère selon les écoles de pensée. Ainsi, les actions à mener pour l'éradiquer dépendent de la conception qu'on s'y fait.

Dans la littérature, on rencontre deux grandes approches de la pauvreté : l'approche d'un point de vue utilitariste et celle d'un point de vue capacité (l'approche par les besoins de base pouvant s'y confondre). La première favorise des indicateurs monétaires de la pauvreté tandis que la seconde favorise des indicateurs non monétaires.

Il existe toutefois des définitions de la pauvreté incluant ces deux approches. Par exemple, la pauvreté peut être définie comme « le fait pour un ménage ou une personne de ne pas disposer des ressources ou des compétences nécessaires pour satisfaire ses besoins essentiels ». On y retrouve l'approche utilitariste (ressources) et celles des capacités (compétences et besoins essentiels).

1.2.1 L'approche utilitariste

Cette approche est d'inspiration néoclassique et renvoie à la notion de bien-être économique. Les ménages sont des agents rationnels. Ils utilisent les ressources dont ils disposent en vue de maximiser leur utilité. L'utilité est la satisfaction, le bonheur que retire un individu par la consommation de biens. Le bien-être, ici est lié aux préférences qui sont propres aux individus.

Cette définition du bien être pose deux problèmes : les préférences varient d'un individu à l'autre d'une part et d'autre part la mesure de l'utilité qui « est une notion liée au psychique ». Pour contourner ces problèmes, le bien-être est obtenu par un niveau de revenu ou de consommation lui permettant de satisfaire ses désirs. La pauvreté est donc alors définie comme un état dans lequel un individu ou un ménage n'atteint pas un niveau de revenu ou de consommation acceptable dans une société donnée selon les standards de cette société.

Une fois définie la notion de bien-être (pauvreté), passons à l'étape de sa mesure.

La mesure de la pauvreté se fait par 3 étapes :

- choix d'un indicateur de bien être ;
- choix d'un seuil pour séparer les pauvres des non pauvres ;
- statistiques sommaires pour faire l'état des lieux.

1.2.1.1 Choix d'un indicateur de bien être

En pratique deux grands indicateurs sont utilisées : le revenu ou les dépenses en consommation.

Le choix de ces indicateurs se base sur le concept d'utilité monétaire métrique (UMM) développé par Samuelson dans les années 70. L'utilité monétaire métrique se définit comme étant un montant d'argent minimal requis pour atteindre ou maintenir un niveau de bien-être correspondant à un niveau de satisfaction donné. Selon ce concept, plus le niveau de revenu ou de consommation d'un individu ou d'un ménage est élevé, plus le niveau de satisfaction du bien-être est élevé.

Les dépenses en consommation constituent l'indicateur le plus utilisé dans les pays en développement. Les raisons de ce choix sont de deux grands ordres (Raj Nallari et Breda Griffith, 2011) :

- les individus sont réticents à déclarer leur revenu pour diverses raisons (échapper à la fiscalité ou gain illégal) ;
- les revenus des pauvres varient considérablement dans le temps (par exemple les revenus des agriculteurs dépendent de la récolte).

1.2.1.2 Choix d'un seuil pour séparer les pauvres des non pauvres

Une fois le choix de l'indicateur fait, il convient de définir un seuil minimum en dessous duquel on appellera les individus pauvres. Il existe deux seuils :

- **Seuil de pauvreté absolu** : Niveau de revenu ou de consommation permettant l'obtention de biens de base. Ce seuil est définie par la banque mondial à 1,25 \$ (ou formellement 1 \$) parité de pouvoir d'achat(PPA). Il permet les comparaisons internationales.
- **Seuil de pauvreté relatif** : Il est fixé en fonction de la distribution de revenu dans la population étudiée. Il part du principe que la pauvreté est un phénomène relatif pour les membres d'une même société. Sur cette base, il existerait toujours des ménages pauvres dans chaque société. Par exemple, sur la base d'une distribution de revenu ou

des dépenses des ménages, on peut décider que les ménages ayant un revenu inférieur au revenu moyen ou médian seraient considérés comme pauvres.

1.2.1.3 Statistiques sommaires pour faire l'état des lieux

- **Incidence de pauvreté** : Proportion de la population ou des ménages dont le revenu ou la consommation se situe en dessous du seuil de pauvreté, c'est-à-dire la part de la population ou des ménages qui ne peut pas se permettre d'acheter le panier de produits correspondant au minimum vital.
- **Profondeur de pauvreté ou écart de pauvreté** : Elle indique la distance à laquelle les ménages se trouvent par rapport au seuil de pauvreté. Dans le cas d'analyses monétaires, elle mesure le déficit collectif moyen de revenu ou de consommation par rapport au seuil de pauvreté pour l'ensemble de la population. La profondeur de la pauvreté est obtenue en faisant la somme de tous les déficits des individus en situation de pauvreté (en supposant un déficit de zéro pour les non pauvres) et en divisant le résultat par le total de la population. Elle indique le niveau de dépense nécessaire pour permettre à chaque personne d'atteindre un niveau de revenu ou de consommation égal au seuil de pauvreté. En d'autres termes, elle permet d'évaluer le total des ressources nécessaires pour amener l'ensemble de la population pauvre au niveau du seuil de pauvreté, autrement dit pour éliminer la pauvreté.
- **Sévérité de pauvreté** : La sévérité de pauvreté est la moyenne des carrés des écarts entre le niveau de consommation des pauvres et le seuil de pauvreté. Cette mesure tient compte non seulement de la distances séparant les pauvres du seuil de pauvreté (écart de pauvreté), mais aussi de l'inégalité entre les pauvres. Elle attribue une pondération plus importante aux ménages situés à une plus grande distance du seuil de pauvreté. Plus la proportion des ménages pauvres est grande, plus la sévérité est forte, et plus il y a dispersion des pauvres autour de leurs dépenses moyennes, plus cette sévérité est forte. L'application de cette mesure aux indicateurs non monétaires est très limitée.
- **Vulnérabilité** : Elle est définie comme la probabilité pour un ménage de tomber dans la pauvreté. Le ménage en question se trouve très proche de la ligne de pauvreté. Un

choc macroéconomique, un désastre ou un changement de la politique est susceptible de faire passer ce ménage en dessous de la ligne de pauvreté.

1.2.2 L'approche des « capacités »

L'approche de la pauvreté d'un point de vue autre qu'utilitariste fut introduit par Sen par l'élaboration de son concept « capacités ». Cette approche permet de prendre en compte le caractère multidimensionnel de la pauvreté. En effet, les pauvres ne sont pas seulement pauvres d'un point de vue monétaire. Ne sont-ils pas ceux qui meurent de faim, qui n'ont pas accès à un niveau d'instruction souhaitable, ceux qui meurent d'une maladie quoi que insignifiante, ceux qui ont une espérance de vie courte ?

1.2.2.1 Notion de fonctionnement et de capacité

La notion de capacité prend tout son sens en définissant au préalable la notion de fonctionnement. Le fonctionnement est la mise en relief d'un trait caractéristique d'un individu par rapport à un bien. Prenons un exemple et essayons de le définir sous plusieurs angles pour en comprendre le sens. Le bien pain sera abordé de façon différente selon la théorie développée.

L'utilitariste l'abordera sous l'angle de l'utilité qu'il retire de par sa consommation. Quant à la théorie du consommateur, elle s'attardera sur les caractéristiques nutritionnelles (glucides, protides, lipides...) et les caractéristiques sociales (facteur de rapprochement) que procure le bien. Le bien ici présente des traits caractéristiques : nutrition, facteur de rapprochement. Le fonctionnement sera donc de ne pas avoir de carence nutritionnelle, de ne pas avoir faim, de se rapprocher des autres, etc.

Les fonctionnements d'une personne sont des états : être en bonne santé, aller à l'école, etc. Les capacités de fonctionner quant à elles sont des aptitudes à la réalisation, ce que la personne peut faire ou être : « Un fonctionnement est une réalisation tandis qu'une capacité est une aptitude à la réalisation. Un fonctionnement est, en ce sens, plus directement lié aux conditions de vie dans la mesure où il constitue différents aspects des conditions de vie. Les capacités, au contraire, sont des notions de liberté, dans le sens positif : de quelles opportunités réelles disposez-vous au regard de la vie que vous pouvez mener » (Sen, 1987b,

p. 36). La notion de bien-être chez Sen va bien au-delà de l'aspect monétaire : « le bien-être d'une personne comme la qualité de son existence. Une vie est faite d'un ensemble de 'fonctionnements', liés entre eux, composés d'états et d'actions. [...] Les fonctionnements pertinents peuvent aller de l'élémentaire – avoir suffisamment à manger, être en bonne santé, échapper aux maladies évitables et à la mortalité prématurée, etc. – au plus complexe – être heureux, rester digne à ses propres yeux prendre part à la vie de la communauté, etc. La thèse, c'est que les fonctionnements sont constitutifs de l'existence de la personne, et que l'évaluation de son bien-être doit nécessairement prendre la forme d'un jugement sur ses composantes ». Sen (1992, p. 65)

La valeur qu'un individu accordera à un bien ou à la possession d'un bien ne sera considérée que dans la mesure où ce bien permet de réaliser une chose à laquelle cet individu accorde de l'importance, c'est-à-dire à sa capacité. Ainsi, la possession d'une bicyclette n'a-t-elle de valeur pour un individu qu'à travers, par exemple, le fonctionnement de « mobilité » qu'elle lui permet d'acquérir (Sen, 1984a, pp. 84-85). La possession d'une bicyclette par un individu ne donnera donc pas lieu à une évaluation monétaire en vue d'apprécier son niveau de vie mais sera, si la mobilité est importante aux yeux de cet individu, appréciée comme la réalisation d'un fonctionnement pertinent pour appréhender la qualité de vie de cet individu. Ainsi le fait de posséder un bien ne saurait garantir qu'on est heureux, il faudrait aller bien plus loin i. e. voir les caractéristiques de l'individu et l'environnement dans lequel il évolue.

La notion de capacité englobe donc les notions de potentialité et de capacité. L'approche par les capacités permet ainsi d'élargir la finalité de l'analyse économique en mettant l'accent, au-delà de besoins exprimés en termes de consommation ou d'accumulation de biens, sur les capacités d'action et la liberté des personnes. Elle dépasse la vision d'une économie basée sur la seule gestion de ressources, biens et services, pour penser à une économie qui met l'accent sur les personnes avec l'idée de les rendre plus à même (ou capables) de réaliser les choix de vie qu'elles souhaitent, soit pour eux-mêmes, soit pour et avec les autres.

1.2.2.2 **Capabilité et mesure de la pauvreté**

Sen réfute la fixité des besoins fondamentaux dans l'élaboration de la pauvreté absolue, mais n'est pas tout de même d'accord pour la pauvreté relative : « mais le fait que l'élimination de certains dénuements spécifiques – même de la famine – puisse, dans certaines circonstances,

être considérée comme infaisable, ne change rien au fait que ce dénuement existe. Une pauvreté irrémédiable est toujours de la pauvreté ». Sen propose de dépasser le conflit entre pauvreté absolue ou relative au travers des fonctionnalités et non des biens : « la pauvreté est donc une notion absolue dans l'espace des capacités mais prendra très souvent une forme relative dans l'espace des biens ou caractéristiques » Sen (1983, p. 161). Sen définit un ensemble de capacités de base : être bien nourri, être bien éduqué, avoir recours au soin de santé élémentaire... Qui, selon lui ont une définition similaire dans tous les pays et prend en compte les spécificités temporelles et culturelles.

IDH et IPM comme approche par les capacités

Les travaux de Sen ont apporté un renouveau dans la manière de penser pauvreté. Les notions de pauvreté sont dorénavant perçues sur le plan multidimensionnel. En 1990, le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) publie son rapport et officialise le thème de développement humain : « les personnes sont la véritable richesse des nations. L'objectif de base du développement est de créer un environnement qui permette aux gens de mener une vie longue, en bonne santé et créative. Cela peut apparaître comme une vérité sommaire. Mais elle est souvent oubliée au profit d'une préoccupation pour l'accumulation des biens et la richesse monétaire » (PNUD, 1990, p. 9). On y retrouve les éléments de capacités de base de Sen (éviter les maladies évitables et une mort prématurée).

Plusieurs indices ont été élaborés pour prendre en compte le caractère multidimensionnel de la pauvreté.

Indice de Développement Humain (IDH)

Proposé en 1990 par le PNUD, l'IDH est un indice composite qui permet de prendre en compte 3 dimensions : la capacité de bénéficier d'une vie longue (santé), l'accès à un niveau d'instruction (éducation), la capacité d'accéder aux ressources matérielles indispensables pour atteindre un niveau de vie décent. Il est une moyenne arithmétique simple de ces trois composants. Cet indice a été normalisé et prend une valeur comprise entre 0 et 1. Une valeur de l'IDH proche de 1 indique que la population nationale a une bonne qualité de vie (selon ces critères). Plusieurs critiques portent sur cet indice :

- Un manque de l'une des composantes peut être compensé par une autre ;

➤ On lui reproche de ne pas prendre en compte la notion de liberté individuelle.

D'autres indices ont été proposés pour l'améliorer et portant sur des domaines spécifiques. Nous pouvons citer entre autres l'Indice de Pauvreté Humaine (IPH) qui est une image renversée de l'IDH car étant fondé sur les notions de carences en ces 3 composantes. Il existe deux versions de cet indice IPH 1 pour les pays pauvres et IPH 2 pour les pays industrialisés pour prendre en compte les caractéristiques de différents pays.

Indice de Pauvreté Multidimensionnelle (IPM)

L'Oxford Poverty and Human Development Initiative (OPHI) de l'Université d'Oxford et le Bureau du Rapport sur le Développement humain du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ont lancé en juillet 2010 une nouvelle mesure de la pauvreté présentant un tableau « multidimensionnel » des personnes vivant dans la pauvreté qui selon ses créateurs pourrait contribuer à cibler les ressources de développement de manière plus efficace.

L'indice de Pauvreté multidimensionnelle (IPM) est une nouvelle mesure visant à représenter les manques graves dont souffrent des individus de manière simultanée. L'IPM reflète à la fois l'incidence de manques multidimensionnels et son intensité – le nombre de manques dont les individus souffrent à un moment donné. Il peut être utilisé pour donner une représentation exhaustive des individus vivant dans la pauvreté et permet des comparaisons à la fois entre pays, régions et au niveau mondial et également au sein d'un même pays par groupe ethnique, emplacement géographique (urbain/rural), ainsi que selon d'autres caractéristiques clés aux niveaux du foyer ou de la communauté. L'IPM s'appuie sur les progrès récents dans les domaines de la théorie et des données pour présenter la première mesure mondiale de ce type, et fournit un complément de qualité aux mesures traditionnelles de la pauvreté basées sur les revenus.

L'IPM vient remplacer l'IPH utilisé depuis 1997. En effet, ce dernier ne permet pas de distinguer les individus subissant un manque simultané.

Un manque unique peut ne pas signifier nécessairement la pauvreté. L'IPM fait état de manque de la part d'un ménage selon des indicateurs multiples en même temps. Une personne est pauvre de manière « multidimensionnelle » si les indicateurs pondérés dans lesquels elle subit des manques s'élèvent à au moins 30 %.

L'IPM est construit à l'aide de dix indicateurs couvrant trois dimensions. Ces trois dimensions sont la santé, l'éducation et le niveau de vie. Les dix indicateurs sont : pour la santé : la nutrition (mesure anthropométrique) et la mortalité infantile ; pour l'éducation : les années de scolarité et les enfants inscrits ; et pour le niveau de vie : l'électricité, l'eau, les toilettes, les combustibles de cuisine, la nature du sol et la détention de biens. Chaque dimension a une pondération d'un tiers. Chaque indicateur au sein d'une dimension a lui aussi une pondération égale aux autres. Les indicateurs pour la santé et l'éducation sont ainsi pondérés d'un sixième chacun et ceux du niveau de vie d'un dix-huitième.

Comme tout indicateur l'IPM présente des inconvénients qui sont essentiellement dus à des manques des données :

- Les indicateurs comprennent à la fois des résultats (telles que les années de scolarisation) et des composantes (tels que le combustible pour la cuisine) ainsi qu'un indicateur des stocks (mortalité infantile, qui pourrait refléter un décès récent ou ancien), car les données sur la mobilité ne sont pas disponibles pour l'ensemble des dimensions ;
- Les données sur la santé ne sont pas précises et négligent les manques de certains groupes en particulier pour l'alimentation, bien que les modèles émergents soient plausibles et familiers ;
- Dans certains cas il a fallu être prudent en traitant des données manquantes ; mais pour être considéré comme pauvres de manière « multidimensionnelle », les ménages doivent subir des manques dans au moins six indicateurs de niveau de vie ou dans trois indicateurs de niveau de vie et un indicateur de santé ou d'éducation. Cette condition rend l'IPM moins sensible aux petites imprécisions ;
- Même si l'IPM va bien au-delà d'un simple dénombrement pour inclure l'intensité de la pauvreté subie, il ne mesure pas les inégalités parmi les pauvres ; bien que des ventilations par groupe puissent être utilisées pour révéler des inégalités basées sur des groupes spécifiques.

1.2.3 Inégalité et mesure de l'inégalité

Les inégalités couvrent un champ plus large que la pauvreté car elles ne s'intéressent pas uniquement aux pauvres mais à toute la population. Elles résultent de la distribution de

ressources aussi bien des biens que de revenus. La mesure des inégalités est importante pour comprendre l'ampleur de la pauvreté. En effet, la mesure des inégalités des revenus permet d'analyser la structure de la répartition des revenus, de rendre compte du degré d'inégalité, de faire des comparaisons entre pays et régions et enfin d'évaluer l'impact des politiques économique et sociales.

La mesure des inégalités de revenu se fait via l'ensemble de distribution des revenus et par la construction d'indicateurs synthétiques.

1.2.3.1 L'ensemble des distributions des revenus

Connaissant l'ensemble des revenus au sein de la population, on construit la fonction de répartition et la courbe de Lorenz.

La courbe de Lorenz est un outil central dans l'analyse des inégalités. La courbe de Lorenz $L(\alpha)$ représente la part du revenu total détenue par la proportion $\alpha \in [0,1]$ d'individus les plus pauvres.

$$L(\alpha) = \frac{\text{revenu total des } \alpha \text{ plus pauvre}}{\text{revenu total}}$$

Le graphe de la courbe de Lorenz contient une ligne de référence qui représente l'égalité parfaite, qui indique ce que la distribution serait si chaque individu recevait un revenu identique. Plus la courbe s'éloigne de la première bissectrice, plus l'inégalité est marquée.

La courbe de Lorenz permet également de comparer deux distributions : on parle alors de propriété de dominance.

1.2.3.2 Les indicateurs synthétiques

1.2.3.2.1 Propriété des indices

Dans toute la partie suivante, nous travaillerons sur une population finie et adopterons les notations suivantes :

On note $U = \{1, \dots, k, \dots, N\}$ une population finie de taille N

On note y_k le revenu de l'individu k

On note $y_{(k)}$ la statistique d'ordre ie le k – ième plus petit revenu

$y = (y_1, \dots, y_k, \dots, y_N)$ le vecteur des revenus

$Y = \sum_{k \in U} y_k$, le revenu total

I est une mesure d'inégalité et $I(y)$ la valeur prise par I sur le vecteur y

On mesure le niveau d'inégalité : plus I est grand, plus le niveau d'inégalité n'est élevé.

Propriété 1 : La normalisation

Soit $\bar{y} = \bar{Y}1$ avec 1 un vecteur de dimension N .

La mesure I satisfait au principe de normalisation si $I(\bar{y}) = 0$.

En situation d'égalité parfaite (tous les revenus sont égaux), la mesure d'inégalité prend la valeur 0.

Propriété 2 : La symétrie

Soit y_μ une réplique d'ordre $\lambda \in \mathbb{N}^*$.

La mesure I satisfait au principe de symétrie si $I(y) = I(y_\lambda)$.

L'agrégation de deux ou plusieurs populations parfaitement identiques, conserve le niveau d'inégalité inchangé.

Propriété 3 : Principe de transfert (Pigou 1912, Dalton 1920)

Soit $y = (y_1, \dots, y_k + \delta, \dots, y_l - \delta, \dots, y_N)$, avec $y_k \leq y_l$ et $0 < \delta < (y_l - y_k)/2$

La mesure I satisfait au principe de transfert si $I(y) \geq I(\bar{y})$.

Un transfert de revenu d'un individu plus riche vers un individu plus pauvre (sans que ce transfert ne rende le receveur plus riche que le donneur) se traduit sur l'indice I par une baisse du niveau d'inégalité.

Propriété 4 : Invariance à l'échelle

Soit $\lambda \in \mathbb{R}_+^*$. La mesure I satisfait au principe d'invariance à l'échelle si $I(\lambda y) = I(y)$

La multiplication de tous les revenus par une constante positive n'a pas d'effet sur le niveau d'inégalité. La mesure I qui satisfait à cette propriété est sans unité. Elle est indépendante de la devise utilisée pour les revenus. On dira également que I est homogène de degré 0. Les mesures invariantes à l'échelle sont dites relatives

Propriété 5 : Invariance par translation

Soit $c \in \mathbb{R}_+^*$.

La mesure I satisfait au principe d'invariance par translation si $I(y + c1) = I(y)$.

L'addition d'une constante positive à tous les revenus n'a pas d'effet sur le niveau d'inégalité. La mesure I qui satisfait à cette propriété dépend de l'unité des observations. Les mesures invariantes par translation sont dites absolues.

Il est bon de noter qu'un indice d'inégalité ne peut satisfaire à la fois la propriété d'invariance à l'échelle et à celle de l'invariance par translation.

1.2.3.2.2 Quelques mesures relatives

Compte tenu de leur affranchissement de l'unité de mesure, les mesures relatives sont les plus répandues.

- **Indice de Gini**

$$G = \frac{2}{NY} \sum_{k \in U} k_{y^{(k)}} - \frac{N+1}{N} = \frac{N^{-2} \sum_{k \in U} \sum_{l \in U} |y_k - y_l|}{2\bar{Y}}$$

Au numérateur : moyenne des écarts absolus entre les revenus pris deux à deux (absolute mean difference).

Il est l'indice le plus couramment utilisé (Gini, 1912). Il est recommandé par l'Union Européenne et Eurostat (indicateur secondaire) et prend une valeur entre 0 (égalité parfaite) et 1 (inégalité parfaite).

- **Indice d'entropie généralisée**

$$GE_{\varphi} = \begin{cases} \frac{1}{\varphi(\varphi-1)} \left[\frac{1}{N} \sum_{k \in U} \left(\frac{y_k}{\bar{Y}} \right)^{\varphi} - 1 \right] & \text{si } \varphi \neq 0, \varphi \neq 1 \\ \frac{1}{N} \sum_k \log \frac{Y}{N y_k} & \text{si } \varphi = 0 \\ \sum_{k \in U} \frac{y_k}{Y} \log \frac{N y_k}{Y} & \text{si } \varphi = 1 \end{cases}$$

Le paramètre φ permet de modifier la sensibilité de l'indice à l'une ou l'autre des extrémités de la distribution. Plus φ est grand, plus l'indice sera sensible aux changements en haut de la distribution.

- **Indice de Theil**

$$GE_1 = T = \sum_{k \in U} \frac{y_k}{Y} \log \frac{N y_k}{Y}$$

L'indice de Theil (1967) fait partie de la famille des indices d'entropie généralisée (cas $\varphi = 1$). Il est utilisé pour sa faculté de décomposition additive en sous-groupes.

- **Rapport inter-quantile**

Les quantiles permettent de construire des mesures de dispersion ou d'inégalité.

On note Q_{α} , le quantile d'ordre α avec $\alpha \in [0; 1]$.

$$QR = \frac{Q_{1-\alpha}}{Q_{\alpha}}, \text{ avec } \alpha \leq 0,5$$

Les rapports inter-quantiles prennent une valeur 1 en cas d'égalité parfaite (violation de la propriété de normalisation).

Les rapports de quantiles ont deux avantages : ils ont une facilité d'interprétation et de compréhension et ont une robustesse (insensibilité aux valeurs extrêmes).

Dans la pratique, les rapports suivants sont souvent rencontrés : les rapports interdéciles (*IDR*) et les rapports interquartile (*IQR*)

$$IDR = \frac{Q_{0,9}}{Q_{0,1}} \quad IQR = \frac{Q_{0,75}}{Q_{0,25}}$$

- **Quintile Share Ratio (QSR)**

$$QSR = \frac{1 - L(0,8)}{L(0,2)}$$

Il est recommandé par l'Union Européenne et Eurostat (indicateur primaire) et est facile à interpréter et à comprendre :

$$QSR = \frac{\text{revenu moyen des 20\% les plus riches}}{\text{revenu moyen des 20\% les plus pauvres}}$$

Prend la valeur minimale 1 si égalité parfaite et peut se généraliser à n'importe quels quantiles (déciles, quartiles).

1.2.3.3 Décomposition des indices

On est souvent amené à s'intéresser à la relation entre l'inégalité totale – celle qui a trait à la manière dont le revenu total est distribué entre tous les membres de la société – et l'inégalité entre les différents groupes constituant la société ou au sein de ces mêmes groupes. Par exemple, on souhaite connaître la part de l'inégalité des revenus du travail qui est imputable à l'inégalité des rémunérations entre hommes et femmes.

Il existe deux types de décomposition :

- En sous-groupes : partition de la population (âge, région, sexe).
- Par source de revenus : partition du revenu (salaire, rente).

Seuls les indices d'entropie généralisée admettent à la fois les propriétés usuelles de l'approche axiomatique et la décomposition additive en sous-groupes (Bourguignon, 1979; Shorrocks, 1980).

1.3 IDE et réduction de la pauvreté

L'effet des IDE sur la pauvreté peut être perçu à deux niveaux : un niveau microéconomique et un niveau macroéconomique.

1.3.1 Effets microéconomiques

Lorsqu'une firme multinationale(FMN) entre sur le marché local, elle interagit avec l'environnement dans lequel elle se trouve. Ainsi, elle entretient des relations avec les firmes locales. De cette relation, il ressort deux cas de figure. Dans le premier cas, les firmes locales sont moins compétitives et ne peuvent faire face à la concurrence engendrée par les FMN car elles disposent d'un avantage spécifique. IL y a donc destruction d'emploi. Ce qui accroît le stock de chômeur et favorise par ailleurs la pauvreté.

Le deuxième cas de figure est celui où les FMN stimulent l'économie en jouant le rôle de l'entrepreneur Schumpetérien. En effet, les FMN viennent sur le marché local en introduisant une nouvelle technologie et contribue à l'émergence d'un nouveau produit. De par son introduction sur le marché, les firmes locales vont imiter la technologie et accroître leur productivité. Ce qui engendrera la création de nouveaux emplois. Aussi, les FMN ne s'isolent pas des autres firmes, elles entretiennent des relations avec elles en leur adressant des demandes, ce qui stimule la demande et est favorable à la création d'emploi. De plus, les FMN en s'implantant sur le territoire national génèrent des emplois en employant la main-d'œuvre locale.

1.3.2 Effets macroéconomiques

Le cadre privilégié d'analyse de l'effet des IDE sur la pauvreté est le cadre macroéconomique. Le seul et véritable moyen de lutte contre la pauvreté demeure la croissance économique. Ainsi, il s'agit d'analyser l'effet des IDE sur la croissance et la croissance de par son tour agira sur la pauvreté.

1.3.2.1 IDE et Croissance

Les modèles d'accumulation de Solow font jouer un rôle primordial aux IDE dans la croissance des pays en développement. En effet, ceux-ci étant caractérisés par un faible taux d'épargne, les IDE seront un bon moyen pour combler le déficit d'épargne et d'amorcer la croissance. Le modèle se présente comme suit : nous disposons d'une fonction du type Cobb-Douglass avec rendement décroissant, les taux d'épargne et de croissance de la population sont supposés exogènes. Il aboutit au résultat selon lequel la richesse des pays est une fonction croissante du taux d'épargne et décroissante du taux de croissance de la population.

Or, comme les pays en développement sont caractérisés par un faible taux d'épargne, les IDE viennent à point nommé pour combler ce déficit. Toutefois, l'hypothèse du rendement décroissant fait que l'effet des IDE sur la croissance est à court terme et tend à s'estomper à long terme.

Les modèles de croissance endogène viennent en réponse à cette limite du modèle de Solow en faisant jouer un rôle essentiel au capital humain. Ils ont été introduits par Romer (1986) et Lucas (1988). Il s'agissait donc pour ces auteurs d'annuler l'hypothèse de rendement décroissant du capital. Ainsi, Romer (1986) explique la croissance économique en se basant sur l'accumulation des connaissances et des innovations technologiques afin d'éliminer l'hypothèse des rendements décroissants du capital. Ce modèle se réfère à l'apprentissage par la pratique (*learning by doing*) qui, selon les travaux de Arrow (1962) et Sheshinski (1967), permet d'accumuler les connaissances à travers le système production des biens. Le capital et le savoir-faire acquis par l'expérience sont des sous-produits du système de production et constituent les progrès technologiques. Lucas (1988) s'appuie sur les hypothèses de Romer (1986) et fait jouer un rôle essentiel au capital humain. Il aboutit à la conclusion selon laquelle le progrès technique n'est plus requis pour garantir une croissance économique continue ; celle-ci peut s'appuyer sur le capital humain. Ainsi donc, selon cette approche les IE sont perçus comme un investissement local selon le triptyque savoir-faire -technologie-capital. Aussi , les IDE sont un moyen de transfert de technologies et d'adoption des meilleurs pratique dans le pays hôte.

1.3.2.2 Concept de croissance pro-pauvre

Introduit au début des années 2000, il montre que la croissance n'est pas synonyme de réduction de la pauvreté mais qu'il faut prendre en compte la distribution des revenus. Nous distinguons deux principaux concepts de croissance pro-pauvre.

Pour le premier concept, on parlera de croissance pro-pauvre lorsque le taux de croissance du revenu des individus pauvres sera supérieur à celui des individus non pauvres (White et Anderson, 2000 ; Klasen, 2003). Ainsi, la croissance des revenus des pauvres doit être plus élevée que celle des riches ce qui se traduirait par une réduction des inégalités. Cette approche est sujette à des critiques. Par exemple, pour Ravallion (2004), dans les situations de contractions ou de récessions économiques les changements de distributions des revenus

peuvent être pro-pauvres sans qu'il y ait en réalité un gain absolu pour les pauvres. Dans certains cas, les changements de la distribution peuvent être pro-pauvres alors que les standards de vie des pauvres se détériorent. Quant à Lopez (2004), cette approche de la pro-pauvreté favoriserait l'intervention du secteur public dont le rôle principal serait d'œuvrer à réduire les inégalités indépendamment du taux de croissance.

Pour le deuxième concept, la croissance est dite pro-pauvre lorsqu'elle réduit le taux de pauvreté absolue, indépendamment de l'évolution des écarts entre les différents quintiles de la population (Ravaillon, 2004). Cette définition met plus l'accent sur les changements dans l'indice de pauvreté suite à un épisode de croissance dans l'économie afin de maximiser la réduction de la pauvreté. Mais, cette approche de la croissance pro-pauvre est fortement dépendante de la mesure choisie de la pauvreté.

1.3.2.3 Croissance et inégalité

Jusqu'ici nous avons vu que les IDE agissent par le canal de la croissance, qui elle à son tour devrait réduire la pauvreté. Nous avons également vu que la croissance ne réduit pas forcément la pauvreté mais tout dépendait de la distribution des revenus donc des inégalités. Analysons donc ce lien entre croissance et inégalité.

La croissance peut causer les inégalités .Ce lien peut prendre la forme d'un « U » renversé comme le prédit Kuznets(1955). Dans son modèle, le développement se compose en deux étapes qui sont fonction du niveau de revenu et de croissance.

- Étape 1 : A l'étape initiale, les pays en développement dispose d'une structure économique peu développée avec une faible inégalité. L'industrialisation de l'économie se fait progressivement et en coexistence avec les secteurs agricoles et informels. Cette étape favorise l'augmentation de la productivité et des revenus dans l'industrie manufacturière s'établissant en zone urbaine, ce qui attire la migration de la main-d'œuvre des secteurs traditionnels, désormais moins rémunérés. Cette première étape est donc marquée par une augmentation des inégalités.
- Étape 2 : Les inégalités continuent à s'accroître jusqu'à atteindre un point culminant appelé point de retournement

- Étape 3 : Cette étape est marquée par la disparition des secteurs non productifs et l'amélioration des richesses fait que la croissance est suivie de la réduction des inégalités.

En résumé, pour Kuznets, le développement passe par une phase d'accroissement d'inégalité qui tend à disparaître avec l'industrialisation de toute l'économie.

Le lien de causalité peut se faire dans le sens inverse. Des inégalités initiales accentuées peuvent entraîner des remous sociaux, des guerres et des comportements qui risquent de nuire à la croissance.

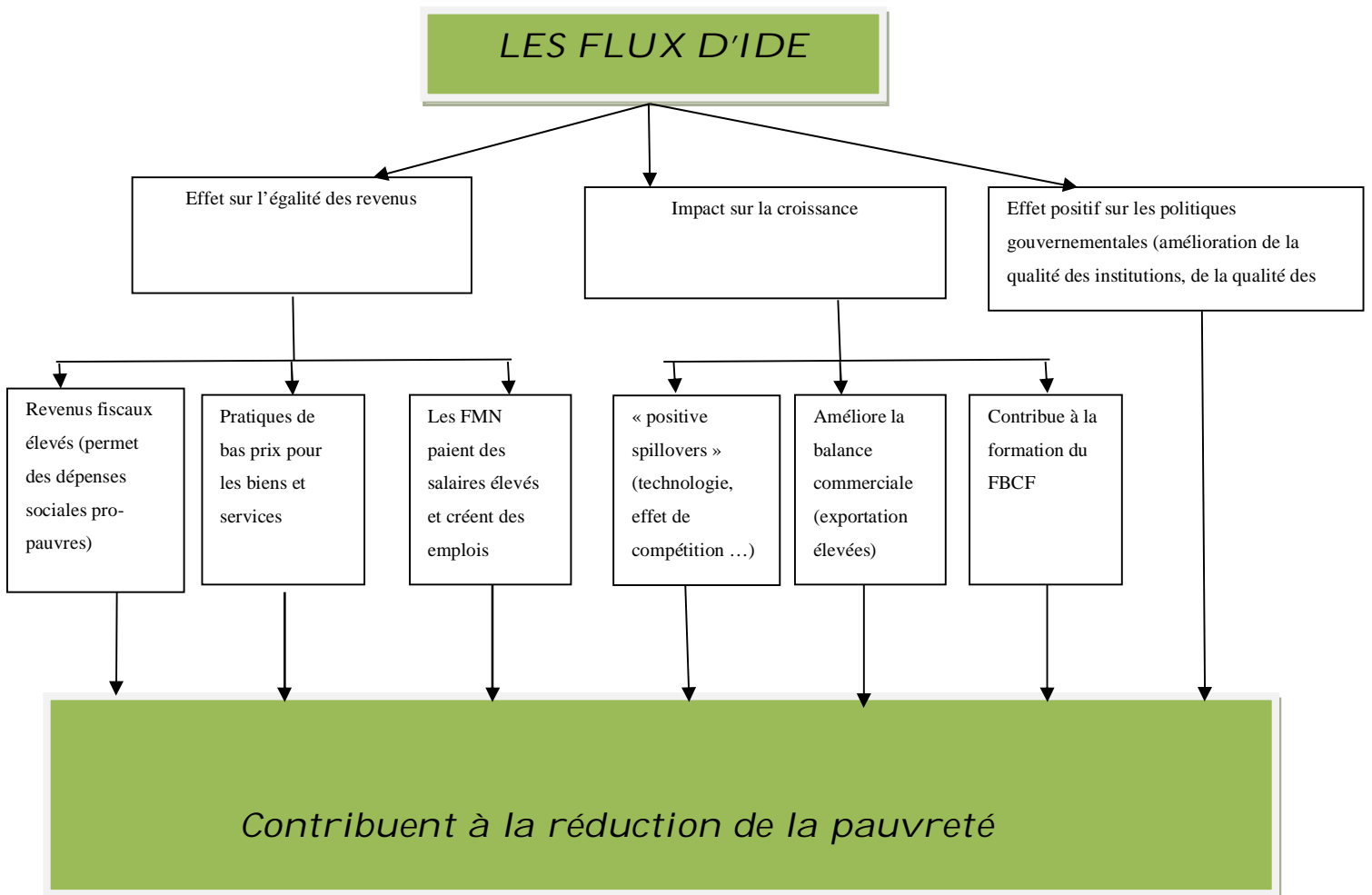
1.3.2.4 IDE et Inégalité

L'effet final des IDE sur la pauvreté dépend non seulement son effet sur la croissance qu'il peut engendrer mais aussi de son effet sur les inégalités. En effet, si l'effet inégalité est supérieur à l'effet croissance, les IDE ne favorisent pas la pauvreté, bien au contraire l'accroissent.

Pour analyser l'effet des IDE sur les inégalités, nous utiliserons l'approche de la théorie de la dépendance. Selon cette théorie, les IDE sont un moyen de marginalisation des pays de la périphérie par les pays capitalistes (centre) et favorisent l'émergence d'une classe d'élite bénéficiant de revenus élevés et prêts à tout pour maintenir ce différentiel de revenu. Ainsi, pour cette théorie les IDE tendent à accentuer les inégalités. Aussi, les IDE sont-ils également orientés vers des secteurs particuliers qui ne regorgent pas beaucoup de pauvres, ce faisant les IDE accentuent plus le différentiel de revenu.

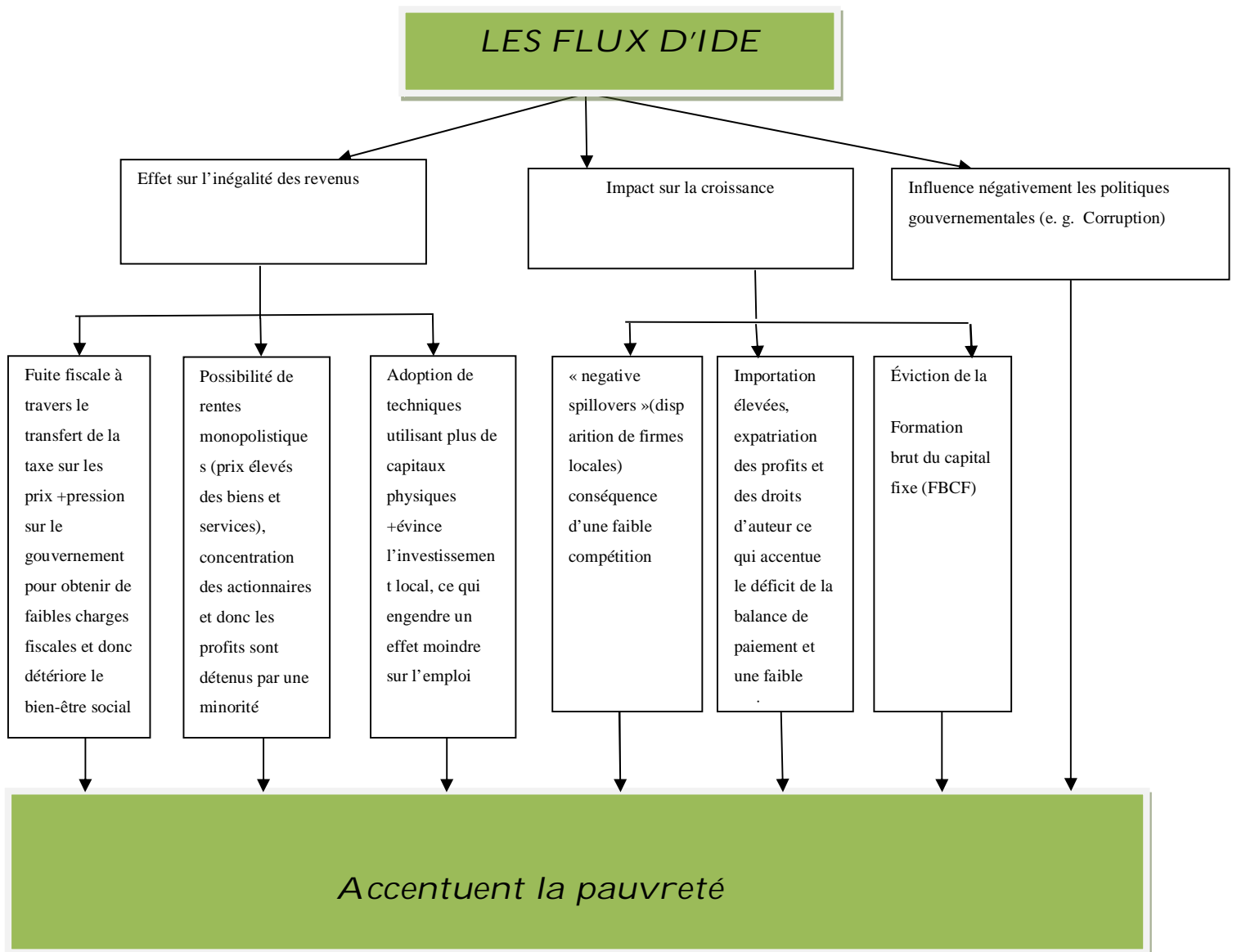
Pour résumer, pour prédire l'effet des IDE sur la pauvreté deux scénarii sont à prévoir. Nous avons le scénario où les IDE sont favorables à l'économie. Ils entraînent des externalités positives et parviennent à réduire la pauvreté. Nous avons le cas où les IDE exercent un effet pervers sur l'économie. Dans ce cas, il va de soi qu'ils accentuent la pauvreté. Les deux scénarii sont présentés dans les figures ci-après.

Figure 1: Modèle présentant l'effet positif des IDE sur la pauvreté



Source : l'auteur

Figure 2 : Modèle présentant l'effet pervers des IDE sur la pauvreté



Source : l'auteur

1.4 Originalité de l'étude

Dans un premier temps, les principales études se focalisaient sur la croissance pour appréhender le bien-être des populations. C'est ainsi que de nombreuses études ont essayé d'établir le lien entre croissance et IDE. Mais, de nombreuses études ont montré que l'atteinte d'une croissance économique n'impliquaient pas implicitement une réduction du nombre de pauvres (Anand et Sen (2000), concept de croissance pro-pauvre). En vue de prendre en compte, l'impact effectif des IDE sur la pauvreté, des auteurs ont commencé à étudier l'impact des IDE sur la pauvreté en utilisant des indicateurs de pauvreté : l'IDH qui est un indicateur de pauvreté multidimensionnelle (Soumaré et Gohou (2012), Sharma et Gani (2004)) et un indicateur monétaire, l'incidence de pauvreté (Lahimer (2009)).

Cette étude utilise à la fois un indicateur de pauvreté multidimensionnelle (l'IDH) et un indicateur de pauvreté monétaire (l'incidence de pauvreté). Aussi, par la prise en compte du triangle croissance-égalité-pauvreté au travers la mise en œuvre d'un modèle à équations simultanées, notre étude est capable d'expliquer pourquoi les IDE peuvent avoir un effet marginal ou mitigé sur la pauvreté contrairement à l'étude de Soumaré et Gohou (2012). Elle dresse également un cadre d'analyse qui va au-delà de celui de Lahimer (2009). En effet, notre étude prend en compte tous les flux d'IDE en direction d'ASS et non ceux dirigés uniquement vers le secteur extractif d'une part. D'autre part, elle intègre une variable de développement financier pour répondre à la problématique : « est-ce que le développement du secteur financier est favorable à la réduction de la pauvreté ». Enfin, notre modèle incorpore, comme mentionné ci-haut, un indicateur de pauvreté multidimensionnelle.

Chapitre 2 : Revue de Littérature empirique

Cette section présente les principales études sur le lien IDE-pauvreté(ou le bien-être). Nous présenterons l'aspect traditionnel de cette étude qui considère la croissance économique comme indicateur de bien-être. C'est ainsi que nous ferons l'état des lieux sur les IDE et la croissance économique. Mais, étant donné qu'il peut y avoir croissance sans réduction de pauvreté dans certaines régions. La croissance économique ne serait un indicateur de bien-être pertinent (Anand et Sen (2000)). Nous analyserons par la suite le lien entre croissance et inégalité. D'après la théorie de la croissance pro-pauvre, le niveau d'inégalité pourrait justifier l'inefficience de la croissance dans les stratégies de lutte contre la pauvreté. Ensuite, nous étudierons le lien entre IDE et les inégalités. Après quoi, nous présenterons les principales études étudiant le lien direct IDE-pauvreté. Enfin, nous terminerons cette partie par la présentation des limites des études et de l'originalité de la présente étude.

2.1 IDE et Croissance

L'analyse du lien IDE-croissance a fait l'objet de plusieurs études empiriques.

Borensztein et al. (1998) furent les premiers à analyser l'effet des IDE sur la croissance dans le cadre d'un modèle de croissance endogène. Ils établissent que l'effet des IDE sur la croissance dépend du stock de capital humain disponible dans le pays hôte. Ils ajoutent par ailleurs que cet impact peut se révéler négatif dans les pays dotés d'un faible niveau de capital humain. Les études de De Gregorio et Lee (1998) viennent confirmer ce résultat. En partant du modèle de Romer, dans lequel le progrès technique est matérialisé, les deux auteurs, cherchent à rendre compte des mécanismes qui sous-tendent le transfert de technologies. Ils ont ainsi montré que les IDE ont un effet positif sur la croissance à condition que le pays hôte dispose d'un minimum de capital humain.

E. M. Ekanayake et J. R. Ledgerwood (2010) réexaminent l'effet des IDE sur la croissance économique de plusieurs pays en développement. Cette analyse s'est faite par le biais d'un modèle de panel en prenant en compte l'aspect régional (Afrique, Amérique latine, Asie, Caraïbes) et le niveau de revenu. Il ressort de cette étude que les IDE ont un effet positif sur la croissance des pays en développement. Pour parvenir à ce résultat, ils estiment le modèle en prenant en compte différentes dates de la période d'étude et ce modèle aboutit dans tous les cas au résultat selon lequel, les IDE ont un effet positif sur la croissance. Ensuite, ils estiment un autre modèle prenant en compte les différences régionales qui aboutit encore au même résultat. Enfin, ils estiment un troisième modèle intégrant les différences de revenu, il aboutit également au même résultat excepté dans les pays de la tranche inférieure des revenus intermédiaires où l'effet est négatif. Ces auteurs aboutissent donc à la conclusion selon laquelle les pays en développement devraient mettre en place des politiques favorables à l'entrée des IDE. Esso Loesse Jacques (2005) en étudiant le lien entre les IDE et la croissance économique en Côte d'Ivoire montre qu'entre la période 1970-2001, les IDE ont été une source importante pour la croissance. Toutes choses égales par ailleurs, un point de pourcentage d'IDE supplémentaire entrant en Côte d'Ivoire engendre une augmentation de la croissance du produit intérieur brut par tête de 0,01 %. Fort de ce résultat, il soutient que les politiques d'incitation à l'investissement mises en œuvre ont contribué à accroître les flux d'IDE donc la capacité productive de l'économie, ce qui a eu pour conséquence une augmentation du produit intérieur brut.

Des études plus récentes réexaminent le lien entre IDE et croissance économique en étudiant le lien causal pouvant en résulter. En étudiant les pays d'Afrique Subsaharienne sur la période 1970-2007, Esso Loesse Jacques (2010) tente d'établir le lien pouvant exister entre IDE et la croissance économique. Pour ce faire, compte tenu de la taille réduite de l'échantillon, il utilise l'approche de cointégration ARDL de Pesaran et al(2001) pour établir la relation entre IDE et croissance économique. Quant à l'étude du lien de causalité, il utilise le test de Toda et Yamamoto(1995). Il aboutit à des résultats forts intéressants. Ainsi, il montre qu'il existe une relation positive de long terme entre les IDE et la croissance économique pour l'Angola, la Côte d'Ivoire, le Kenya, le Sénégal et l'Afrique du Sud. Quant au lien causal, il trouve que les IDE causent de manière significative la croissance économique en Angola, en Côte d'Ivoire, et au Kenya tandis que la croissance économique cause les IDE au Libéria et en Afrique du Sud. De leur côté, Abdur Chowdhury et George Mavrotas (2006) utilisent la méthode de Toda-Yamamoto pour étudier le lien de causalité entre IDE et croissance économique dans

trois pays en développement à savoir la Malaisie, le Chili et la Thaïlande. Cette étude couvre la période 1969-2000. Ils établissent que la croissance économique cause les IDE en Chili et non le contraire. Et, dans le cas de la Malaisie et la Thaïlande, ils trouvent une relation bidirectionnelle.

Des auteurs ont également montré que L'effet des IDE sur la croissance peut être négatif ou ambigu en fonction des caractéristiques des pays hôtes et du secteur dans lequel les IDE sont orientés.

Alfaro (2003) trouve un résultat ambigu de l'effet des IDE sur la croissance. Elle utilise des données en courbes transversales de quarante-sept pays en développement et datant de 1981-1999. Elle établit que ce lien dépend de la nature des IDE. Pour cela, elle distingue entre les IDE orientés dans le secteur primaire, secondaire et tertiaire. Les IDE orientés dans le primaire ont un effet négatif sur la croissance, ceux du secteur industriel ont un effet positif sur la croissance tandis que pour ceux du tertiaire, l'effet est ambigu. Il ressort de son étude que tous les types d'IDE n'ont pas un effet positif sur la croissance, notamment ceux orientés dans le secteur primaire. Cela semble donner une preuve de l'existence du syndrome hollandais dans les IDE orientés vers le secteur primaire. En effet, ce syndrome nous dit que les IDE orientés vers le secteur primaire tendent à accroître le taux de change réel d'une part et tendent à faire perdre la compétitivité des autres secteurs. Ce qui provoque la désindustrialisation et par conséquent, est un frein pour la croissance.

Une étude récente de Wang (2009) semble confirmer les résultats de Alfaro. En effet, en étudiant l'effet des IDE sur la croissance économique de douze pays asiatiques sur la période 1987-1997, il montre que les IDE ont un effet positif sur la croissance économique. Mais, en analysant l'effet des IDE selon leur origine i.e. selon le secteur auquel ils sont destinés, il ressort que les IDE orientés vers les secteurs non industriels n'ont pas un effet significatif sur la croissance.

2.2 Croissance et Inégalité

Le concept de croissance pro-pauvre a montré que la croissance peut ne pas parvenir à réduire la pauvreté. Ce courant met en avant les inégalités de revenu comme un facteur déterminant

de l'impact de la croissance sur la pauvreté. Il convient donc dans cette partie d'exposer quelques études qui étudient le lien entre la croissance et la pauvreté.

Fanchini (2008) essaie d'expliquer les résultats controversés entre les inégalités et la croissance. Il part du constat que l'effet des inégalités sur la croissance dépend du niveau de développement. Les inégalités auraient un effet positif sur la croissance dans les pays riches et négatif dans les pays pauvres (Barro1999 ,2000) ; Birdsall, Ross et Sabot 1995. Il tente d'apporter une explication à cette controverse en se basant sur l'hypothèse de Baumol et le rôle de l'entrepreneur. L'hypothèse de Baumol conduit à avancer la thèse que la répartition des revenus, inégalitaire ou égalitaire, n'a en soi aucun effet sur la croissance économique. Ce qui est important c'est la manière dont les individus ont acquis leurs revenus et leurs biens mobiliers et immobiliers. Une répartition égalitaire ou inégalitaire des revenus peut, dans ces conditions, être indifféremment à l'origine de forts ou de faibles niveaux de croissance. Pour lui, la question essentielle est donc d'analyser l'origine des inégalités. Il montre ainsi que Si les inégalités trouvent leurs origines dans la recherche de rente, il existera une corrélation négative et significative entre inégalités et croissance. En revanche, si les inégalités proviennent de la découverte d'un profit, elles seront favorables à la croissance. Son article met donc en avant la qualité des institutions dans la répartition des revenus initiaux.

D'autres auteurs se sont attardés sur l'effet de la croissance sur l'inégalité. Ainsi, \$ et Kraay(2001) ; Roomer et Gugrety (1997) ; Deininger et Squire (1996,998) montrent que la croissance du revenu moyen induit une augmentation proportionnelle des revenus des pauvres, sans aucun effet sur la structure des inégalités de revenus. Ce qui veut simplement dire que la croissance a un effet distributif neutre. Ces résultats viennent confirmer les idées émises par le « Consensus de Washington » selon laquelle l'ouverture aux échanges et aux capitaux étrangers sont bons pour la croissance et donc pour les pauvres.

Des études menées par l'Institut Mondial pour la Recherche sur l'Économie du Développement (Nations Unies, WIDER) infirment ces résultats et montrent qu'il faut prendre en compte aussi la distribution des revenus dans les stratégies de réduction de la pauvreté. Ce qui implique que croissance et inégalité sont liées. Perrotti (1994), Rodrik (1999) et Forbes (2000) établissent l'existence d'un effet linéaire négatif des inégalités sur la croissance. Quant à Cornia (1999) et Addisson et Cornia (2001), ils trouvent une relation concave entre les inégalités et la croissance à travers l'estimation d'un modèle quadratique. Squire (1998) et Lundberg et Squire (2003) établissent l'existence d'une double causalité simultanée entre la croissance et les inégalités.

2.3 IDE et Inégalité

Les IDE en plus de leur effet sur la croissance, ont également un effet sur les inégalités dans les pays bénéficiaires. Tsai(1995) tente d'analyser cet effet. Ainsi, en utilisant comme proxy des inégalités l'indice de Gini, il montre que les IDE augmentent certes les inégalités de revenu (surtout dans les pays asiatiques), mais cet effet est marginal et dépend des considérations géographiques. De cette étude, il ressort que le niveau du développement économique, les consommations publiques et l'amélioration du secteur agricole sont cruciaux pour la compréhension du niveau des inégalités. De son côté Choi (2006) essaie de vérifier empiriquement cette relation. Pour ce faire, il utilise des données récentes de la Banque Mondiale sur les inégalités pour tester les effets des stocks d'IDE sortants et entrants sur le coefficient de GINI. Il aboutit au même résultat que Tsai.

2.4 Lien direct entre IDE et pauvreté

Les études qui établissent le lien direct entre les IDE et la pauvreté ne sont pas légion. Nous présenterons dans cette partie les études que nous avons obtenues.

Basu Sharma et Azmat Gani(2004) sont les premiers à utiliser l'effet direct des IDE sur la pauvreté en prenant comme indicateur de pauvreté l'IDH. L'étude couvre la période 1975-1999 et concerne des pays à revenus faibles et moyens. Ils montrent en utilisant un modèle de panel à effet fixe que les IDE ont un effet positif sur le bien-être dans les 2 groupes.

Soumaré et Gohou (2012) examinent le lien direct entre IDE et la réduction de la pauvreté en Afrique. Leur étude porte sur un ensemble de 53 pays Africains durant la période 1990-2007. Ces auteurs se posent 3 principales questions qui constitueront le fil directeur de leurs travaux : les IDE contribuent-ils à la réduction de la pauvreté ? Y-a-t-il des différences régionales sur le rôle des IDE sur la réduction de la pauvreté ? Y-a-t-il des différences entre l'Afrique et les autres régions du monde sur le rôle des IDE dans la réduction de la pauvreté ? Ils utilisent deux indicateurs comme proxy de la pauvreté à savoir le revenu par tête et l'IDH.

Pour répondre à la question1, ils utilisent un test de causalité de Granger. Ils montrent que les IDE causent de manière significative l'IDH ou le revenu par tête. La relation entre les IDE et

le revenu par tête est bidirectionnelle tandis que celle allant de l'IDE vers l>IDH est unidirectionnel.

Pour évaluer l'impact des IDE sur la pauvreté, ils estiment un panel à effet fixe sur l'ensemble des pays Africains. L'IDE par tête affecte positivement l>IDH avec un niveau de significativité de 1%. En utilisant le ratio IDE sur le PIB, ils trouvent les mêmes résultats, mais l'effet est non significatif. En considérant l'autre variable alternative du bien-être, les résultats restent inchangés.

Pour prendre en compte les différences régionales pouvant exister sur le continent, ils introduisent des variables *dummy* pour prendre en compte l'appartenance à une région donnée. Quand l>IDH est utilisé comme variable de bien-être, l'IDE a un impact positif sur le bien-être en CEMAC et IGAD, un effet négatif en SADC et en UMA et ambigu dans la CEDEAO. Et, avec le revenu par tête comme variable d'intérêt, on obtient un effet positif des IDE sur le bien-être dans toutes les régions. Pour également expliquer les différences régionales, ils introduisent des variables *dummy* pour prendre en compte l'appartenance à des aires économiques. Ils montrent que les IDE impactent positivement le bien-être dans les zones CEA et CEMAC. L'effet des IDE est négatif et significatif dans la zone UEMOA tandis qu'il est positif dans la ZMAO, ce qui semble expliquer l'effet ambigu des IDE dans la CEDEAO. Quant à la zone SACU, l'effet des IDE y est non significatif. Pour répondre à la dernière question, ils introduisent dans l'échantillon 10 pays d'Asie, 25 pays d'Europe de l'est et 32 pays d'Amérique. Les résultats diffèrent d'une région à une autre.

Lahimer (2009) tente d'expliquer les effets des IDE sur la pauvreté en Afrique Subsaharienne sur la période 1990-2005. Pour ce faire, il construit un modèle à équations simultanées. Ce modèle comprend trois équations : une pour la croissance économique, une pour les inégalités et une pour la pauvreté. Les IDE utilisés dans son modèle sont ceux dirigés vers les industries extractives. Ce modèle a pour but de décomposer l'effet des IDE en un effet croissance et un effet inégalité. En effet, l'auteur part du principe que les IDE agissent sur la croissance, en l'y impulsant dans la plupart des cas, mais cet effet peut être annihilé par l'accroissement des inégalités causé par les IDE. Ce faisant, l'effet final sur la pauvreté dépend de ces deux effets. Afin de connaître l'effet total des IDE sur le triangle croissance- inégalités-pauvreté, il prend en compte l'ensemble des interactions entre ces variables. Ces effets sont calculés à partir du modèle réduit de l'ensemble des équations estimées. Les résultats montrent globalement que

les IDE dans les industries extractives ne contribuent pas à la réduction de la pauvreté, bien au contraire ils aggraveraient les situations préexistantes.

Tableau 1 Résumé des effets des IDE sur la croissance, les inégalités et la pauvreté

Variables	effet positif	négatif	non significatif
croissance	E.M. Ekanayake et R. Ledgerwo (2010) L.J. Easo (2005) Wang (2009) Alfaro (2003) Lahimer(2009)	Alfaro (2003)	Wang(2009)
Inégalité	Tsai(1995) Choi(2006)		
Pauvreté	Lahimer (2009)	Basu Sharma et Azmat Gani(2004) Soumare et Gohou(2012)	

Source : l'auteur

Chapitre 3 : Cadre Méthodologique et Données

3.1 Hypothèses de recherche

Tout au long de cette étude, nous testerons les hypothèses suivantes :

H1 : Les IDE accroissent les inégalités de revenus ;

H2 : Les IDE impactent positivement la croissance ;

H3 : Les IDE contribuent à la réduction de la pauvreté.

3.2 Présentation du modèle

En vue d'évaluer l'impact des IDE sur la pauvreté, nous élaborerons un modèle à équation simultanées (MES) en panel non cylindré pour prendre en compte l'effet des IDE sur le triptyque croissance-inégalité-pauvreté. Les raisons qui justifient ce choix sont les suivantes :

- Le MES permet de prendre en compte l'endogénéité des variables ;
- Le MES permet de prendre en compte l'interaction entre plusieurs variables ;
- Le MES est plus efficace que le modèle VAR lorsque l'on dispose de plusieurs variables et est moins vorace en données.

Le modèle que nous élaborerons dans cette partie sera une adaptation du modèle proposé par Lahimer(2009).

Le modèle de Lahimer comporte trois équations. La première explique la croissance, la deuxième explique les inégalités et la troisième quant à elle explique la pauvreté. Le modèle se décline comme suit :

Équation de croissance : $C = f(IDE, I, X)$

Équation d'inégalité : $I = f(IDE, C, Y)$

Équation de pauvreté : $P = f(IDE, C, I, Z)$

Où « *C* », « *I* » et « *P* » représentent respectivement la croissance du revenu par habitant, les inégalités de revenus (coefficient de GINI), et un indicateur de pauvreté. Les IDE sont une variable commune aux trois équations et prennent la forme d'une variable exogène.

X les variables explicatives spécifiques susceptibles d'expliquer la croissance.

Y les variables explicatives spécifiques susceptibles d'expliquer les inégalités.

Z les variables explicatives spécifiques susceptibles d'expliquer la pauvreté.

Le choix des variables spécifiques à chaque équation a été fait de façon à minimiser le risque de corrélation avec les variables endogènes des autres équations d'une part et de rendre l'estimation possible.

VARIABLES DU MODELE

❖ Variables d'intérêt

Comme indicateur des IDE, nous choisissons *flux les d'IDE en pourcentage du PIB* (IDEPIB). IDEPIB permet de prendre en compte l'effet de taille de l'économie.

Nous utiliserons trois indicateurs pour mesurer la pauvreté. A l'instar de Soumaré et Gohou (2012), nous choisissons *l'IDH* et *le revenu par tête*. A ces indicateurs, nous ajoutons un indicateur de pauvreté monétaire, *l'incidence de pauvreté*.

Le revenu par tête est un indicateur largement utilisé. Cependant, il ne mesure qu'une partie de la dimension du bien-être : la dimension économique. Aussi, cet indicateur ne permet pas de quantifier le nombre de personne pauvre.

L'incidence de pauvreté est un indicateur de pauvreté monétaire, il permet de connaître la proportion de personnes vivant en dessous de 1 US\$. Cet indicateur ne permet pas de prendre en compte les autres aspects de la pauvreté. En effet, la pauvreté ne saurait se réduire à la dimension monétaire et peut être matérialisé par des privations dans différents domaines (éducation, santé, etc.).

L'*IDH* permet de prendre en compte la dimension multidimensionnelle de la pauvreté. Il renferme les différentes notions de capacités telles que définies par Sen (cf. chapitre 1). Il est préféré à l'*IPM*, vu sa disponibilité sur une longue période.

Comme indicateur de l'inégalité de revenu, nous utilisons l'*indice de Gini*. Il est le plus utilisé (Forbes, 2000 ; Deininger et Squire, 1998 et Lyn et Squire, 2000 ; Lahimer, 2009) et est en outre préféré à l'indice de Theil fourni par l'université de Texas car pour lui, nous disposons de données plus récentes (2010) alors que ceux de l'indice de Theil s'arrêtent en 2003.

❖ Variables spécifiques à la croissance économique

Les variables ont été choisies à partir des modèles « standards » de croissance (Barro, 2001). On y adjoint une variable d'indicateur de *capital humain*.

L'*inflation* est utilisée comme mesure de la stabilité macroéconomique. Nous utilisons le *déflateur du PIB* car il couvre un ensemble de biens plus vaste que ceux utilisés pour la construction de l'*IPC*.

Le *capital humain* est mesuré par le *taux de scolarisation au secondaire*. Cet indicateur est préférable au taux d'alphabétisation car ce dernier ne permet pas en lui-même de savoir si les personnes concernées ont la qualité requise par le secteur privé. Aussi, à cause de sa disponibilité pour la plupart des pays de notre échantillon.

Le *degré d'ouverture* est mesuré par la part des *importations et exportations rapporté au PIB*.

Comme mesure des infrastructures, nous utiliserons le *nombre de téléphone pour 100 habitants*. Le choix de cet indicateur se justifie par sa disponibilité sur une longue période.

Pour matérialiser l'investissement, nous utilisons la *Formation Brut du Capital Fixe en pourcentage du PIB*. L'investissement comprend les acquisitions de matériels durables par l'État et le secteur privé ainsi que les constructions d'infrastructures publiques. Le taux d'investissement permet d'évaluer l'impact de l'accumulation du capital physique sur la croissance économique. L'intérêt porté à cette variable provient de l'importance qu'elle revêt dans la littérature sur la croissance depuis que Solow (1956) l'a formalisé dans son modèle de croissance.

❖ Variables spécifiques à l'inégalité

Comme variable spécifique, nous utiliserons *les variables institutionnelles* en supposant que la redistribution est majoritairement déterminée par les institutions.

Les variables traduisant la qualité des institutions proviennent de la base de données de World Governance Indicator (WGI) de WDI 2011. Elles sont issues de la base de données de Kauffman et al. (2008).

Les variables issues de cette base sont au nombre de six(6) et traduisent chacune un aspect de la qualité des institutions :

- **Liberté civique (Voice and Accountability)** : mesure les perceptions de la mesure dans laquelle les citoyens d'un pays sont en mesure de participer dans la sélection de leur gouvernement, ainsi que la liberté d'expression, la liberté d'association et la liberté de la presse.
- **Stabilité politique et absence de violence (Political Stability and Absence of Violence)** : mesure la perception de la probabilité que le gouvernement va être déstabilisé ou renversé par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris la violence à motivation politique et le terrorisme.
- **L'opérationnalité du gouvernement (Government Effectiveness)** : mesure la perception de la qualité des services publics, la qualité de la fonction publique et le degré de son indépendance par rapport aux pressions politiques, la qualité de la formulation des politiques et leur mise en œuvre ainsi que la crédibilité de l'engagement du gouvernement à ces politiques.
- **La qualité de la réglementation (Regulatory Quality)**: mesure la perception de la capacité du gouvernement à formuler et à appliquer des politiques saines et des réglementations qui permettent de promouvoir le développement du secteur privé.
- **Le niveau de respect et d'application des lois (Rule of Law ;)** : mesure la perception de la mesure dans laquelle les agents ont confiance et respectent les règles de la société notamment la qualité d'exécution des contrats, les droits de propriété, la police et les tribunaux, ainsi que la probabilité de la criminalité et de la violence.
- **Le niveau de corruption (Control of Corruption ; CRP)** : mesure la perception de la mesure dans laquelle la puissance publique est exercée pour obtenir un avantage

personnel, y compris la grande et la petite forme de corruption, ainsi que de « l'accapuration » de l'État par les élites et les intérêts privés.

❖ Variables spécifiques à la pauvreté

Les variables démographiques sont utilisées uniquement dans la fonction de la pauvreté, même si théoriquement ces variables déterminent aussi les caractéristiques de l'offre du travail et donc de la fonction de production. Cela correspond à un cadre Malthusien où la pauvreté est le résultat de l'écart entre la croissance de la population (demande) et celle de la production (offre).

Pour les variables démographiques, l'on prend comme proxy *le taux de croissance démographique*.

Nous utiliserons une variable pour la qualité des infrastructures. Comme mesure des infrastructures, nous utiliserons *le nombre de téléphone pour 100 habitants*. Cet indicateur permet de capter le cadre de vie de la population et l'environnement des affaires.

On y adjoint un indicateur de développement financier. Le développement financier est capté par la variable : *crédit accordé au secteur privé par le secteur bancaire en pourcentage du PIB*. Cet indicateur est préféré au passif liquide du système financier rapporté au produit intérieur brut, au ratio des crédits bancaires sur la somme des crédits bancaires et des actifs intérieurs (domestiques) de la Banque centrale et au rapport des crédits alloués aux entreprises privées par le crédit intérieur total (le crédit aux banques non pris en compte) car les crédits au secteur privé ne prennent pas en compte les subventions au secteur privé et l'aide au développement (Levine ,Loayza et Beck(2000)). Le développement financier permettra d'évaluer l'accessibilité des pauvres au crédit au travers de son influence sur celle-ci.

Un indicateur de capital humain y est utilisé également.

3.3 Données et Sources

L'analyse que nous effectuons s'appuie sur des données issues de 17 pays d'Afrique Subsaharienne et couvre la période 1996-2009. Il convient de noter que les pays ont été choisis en fonction de la disponibilité des informations statistiques sur les IDE, les variables de pauvreté et des autres variables intervenant dans notre modèle. La liste de l'échantillon des 18 pays est la suivante : BENIN, BURKINA FASO, BURUNDI, CAMEROUN, COTE D'IVOIRE, ETHIOPIE, GHANA, GUINEE BISSAU, MADAGASCAR, MALAWI, MALI, MAURITANIE, NIGER, NIGERIA, SENEGAL, TANZANIE et TOGO.

Les données de l'étude sont issues de trois sources principales. Les données viennent en majorité de la base WDI de la Banque Mondiale. Les flux d'IDE viennent de l'UNCTAD. Les données de l'IDH, quant à elles, proviennent de la base du PNUD. Les autres variables sont extraites de la base de données des indicateurs de développement de 2011 de la Banque Mondiale.

Les données disponibles des indicateurs de pauvreté et d'inégalité de revenu (Gini et incidence de pauvreté) sont pour la majorité des pays disponibles selon une périodicité de 5 ans. En vue de maximiser le nombre d'observations de ces données, nous procédons à une estimation des valeurs annuelles comprises entre deux périodes. Cette estimation a été faite selon la méthode proposée par Oleg Badunenko et al (2010). Cette méthode d'imputation se fonde sur une évolution linéaire des indicateurs entre deux périodes.

Tableau 2 : **Synthèse des variables de l'étude**

Equation	Variables	Proxy	Notation	Source
Croissance	Croissance	taux de croissance du PIB par habitant	TPIBH	WDI 2011
	IDE	les flux d'IDE rapporté au PIB	IDE	UNCTAD
	Inégalité de revenu	indice de Gini	GINI	WDI 2011
	Inflation	déflateur u PIB	INFL	
	Capital humain	taux brut de scolarisation au secondaire	EDU	
	Investissement	Formation Brut du Capital Fixe rapporté au PIB	INV	
	Degré d'ouverture	(Exportation+Importation)/PIB	TRADE	
	Infrastructure	le nombre de ligne téléphonique pour 100 habitants	INFRA	

Inégalité	Inégalité de revenu	indice de Gini	GINI	WDI 2011	
	IDE	les flux d'IDE rapporté au PIB	IDE	UNCTAD	
	Croissance	taux de croissance du PIB par habitant	TPIBH	WDI 2011	
	Variables institutionnelles	stabilité politique		Pol-Stab	Kauffman et al (2008)
		Etat de droit		Law	
		le niveau de corruption		Corr	
		Etat de régulation		Reg-Qua	
opérationnalité du gouvernement			Gov-Effec		
libertés civiques		Voi-acc			
Pauvreté	Pauvreté	Indice de développement Humain	IDH	PNUD	
		proportion de personnes vivant en dessous de 1US\$		WDI 2011	
	IDE	les flux d'IDE rapporté au PIB	IDE	PNUD	
	Croissance	taux de croissance du PIB par habitant	TPIBH	WDI 2011	
	Inégalité de revenu	Indice de Gini	GINI		
	Variable démographique	taux de croissance démographique	Txdemo		
	Infrastructure	Le nombre de ligne téléphonique pour 100 habitants	INFRA		
	Capital humain	Taux brut de scolarisation au secondaire	EDU		
Développement financier	Crédit accordé au secteur privé par le secteur bancaire rapporté au PIB	DevFin			

Source : L'auteur

3.4 Procédure d'estimation

3.4.1 Test d'identification

Nous vérifions d'abord les conditions d'identifiabilité du modèle. Il s'agit des conditions d'ordre et de rang. Les conditions d'ordre sont des conditions nécessaires qui se déterminent équation par équation. Les conditions de rang sont des conditions nécessaires qui se révèlent difficiles dans la pratique, voire parfois impossibles à mettre en œuvre. Ainsi, les chercheurs se limitent aux conditions d'ordre d'identifiabilité (Bourbonnais ,2002)

Le test d'identification d'ordre est un test réalisé dans le cadre des équations simultanées en vue de déterminer si, pour chaque équation constituant un système d'équations simultanées, les coefficients sont déterminables.

On distingue trois cas d'identification :

- Le modèle est sous-identifié si une équation du modèle est sous identifiable (il n’y a pas autant d’équations que de paramètres à identifier dans la forme structurelle, le système est donc impossible à résoudre) ;
- Le modèle est juste identifié si toutes les équations sont justes identifiées ;
- Le modèle est sur identifié si toutes les équations sont sur identifiées.

Quand le modèle est sous-identifié, il n’existe aucune possibilité d’estimer les paramètres du modèle.

Soient :

g le nombre de variables endogènes du modèle ou encore le nombre d’équations

k le nombre de variables exogènes présentes dans le modèle

g' le nombre de variables exogènes présentes dans l’équation à identifier

k' le nombre de variables exogènes présentes dans l’équation à identifier.

Les conditions d’identifiabilité s’énoncent comme suit :

1. si $(g - g') + (k - k') < g - 1$ alors l’équation est sous – identifiée

2. si $(g - g') + (k - k') = g - 1$ alors l’équation est juste identifiée

3. si $(g - g') + (k - k') > g - 1$ alors l’équation est sur – identifiée

3.4.2 Test de multicollinéarité

La multicollinéarité est définie comme le fait que la matrice n’est pas de plein rang. Le logiciel signale alors le problème, car il ne peut pas procéder à l’estimation des paramètres. En pratique, on est plutôt confronté à des cas un peu limite, quand la matrice est “presque” de rang maximum, ce qui se traduira par un déterminant très petit ou par une valeur propre très petite. Dans des cas simples, on constate parfois que deux variables explicatives ont un coefficient de corrélation très proche de 1 ou -1, mais la multicollinéarité est parfois difficile à détecter, car la relation entre les variables explicatives peut être complexe.

Le problème de multicollinéarité produit une instabilité des coefficients estimés. Elle peut être à la source d’une non significativité de certaines variables qui sont en réalité significatives. En

cas de multicollinéarité parfaite, l'estimation des coefficients est même parfois impossible. Il convient dès lors de s'assurer que cette contrainte ne se pose pas dans le cas d'espèce.

Pour y arriver, nous mettons en œuvre un test de détection de la présence de multicollinéarité sur données de panel. Le test retenu est celui de Farrar et Glauber R. R. (1967). Le principe de ce test est le suivant :

La première étape de ce test consiste à calculer la matrice des coefficients de corrélation entre les variables explicatives

$$D = \begin{bmatrix} 1 & \cdots & r_{x_1x_p} \\ \vdots & \ddots & \vdots \\ r_{x_kx_1} & \cdots & r_{x_kx_p} \end{bmatrix}$$

Lorsque la valeur du déterminant de la matrice tend vers zéro, le risque de multicollinéarité est alors important.

La deuxième étape consiste à utiliser un test de Khi-deux (χ^2) en posant les hypothèses suivantes :

H_0 : $\det(D) = 1$ (Les séries sont orthogonales)

H_a : $\det(D) < 1$ (Les séries sont dépendantes)

La valeur empirique du test vaut :

$$\chi^2 = - \left[n - 1 - \frac{1}{6}(2p + 5) \right] * \ln(D)$$

Où n est la taille de l'échantillon et p le nombre de variables explicatives, terme constant inclus.

Si $\chi^2 \geq \chi^2_{lu}$ dans la table à $\frac{1}{2}p(p-1)$ degré de liberté au seuil α choisi, alors on rejette H_0

, sinon on ne peut rejeter l'hypothèse nulle.

3.4.3 Test d'endogénéité

Avant d'estimer un système d'équations simultanées, il convient de tester l'endogénéité des variables présumées. Pour ce faire, nous utilisons le test *de spécification de Hausman*. Ce test

permet de savoir si les estimateurs par MCO sont convergents lorsque les régresseurs peuvent être corrélés au terme d'erreur. Le test de spécification de Hausman (1978) permet de déterminer la méthode d'estimation (MCO ou une méthode d'estimation MES) la plus appropriée à notre modèle (Bahgat et Bolton (2005)). Le test de Hausman (1978) suit la loi de chi deux sous l'hypothèse nulle d'absence de différence significative entre l'estimateur MCO et l'estimateur (DMC, TMC, SUR). Lorsque le test de Hausman est rejeté, la spécification par (DMC, TMC, SUR) est la plus adéquate.

3.4.4 Méthode d'estimation

Il existe deux types de modèle d'estimation des MES: les méthodes dites à informations limitées et les méthodes à informations complètes.

Les méthodes dites à informations limitées procèdent à l'estimation des paramètres équation par équation. Elles ne prennent pas en compte l'information contenue dans les autres équations. Particulièrement celle de la structure de corrélation des erreurs et les restrictions dans les autres équations. Quant aux méthodes à informations complètes, elles s'intéressent à l'information contenue dans le système. Elles sont en général plus efficaces que les premières mais sont moins robustes à des erreurs de spécifications (une erreur dans une équation se propage dans les autres).

3.4.4.1 Les méthodes à informations limitées

On en distingue deux méthodes : les moindres carrés indirects (MCI) et les doubles moindres carrés (DMC).

3.4.4.1.1 Moindres carrés indirects (MCI)

La procédure d'estimation est la suivante :

- On écrit la forme réduite du modèle, c'est-à-dire qu'on reformule le modèle pour que seules les variables exogènes soient explicatives ;

- On estime les paramètres de la forme réduite par les moindres carrés ordinaires (MCO) ;
- On estime les paramètres de la forme structurelle en utilisant les relations algébriques entre les paramètres de la forme réduite et de la forme structurelle.

Une condition nécessaire (mais pas suffisante) pour que les paramètres de la forme structurelle soient identifiables est qu'il y ait au moins autant de paramètres dans la forme réduite que dans la forme structurelle.

3.4.4.1.2 Doubles moindres carrés (DMC)

Par son principe, elle consiste comme son nom l'indique à appliquer 2 fois les MCO :

- On régresse par MCO les endogènes figurant en explicatives sur l'ensemble des exogènes et on récupère les valeurs estimées
- Ensuite, on remplace l'endogène figurant endogène explicatives par leurs valeurs estimées et on applique de nouveau les MCO.

On estime directement les paramètres de la forme structurelle en utilisant toutes les variables exogènes comme variables instrumentales.

Propriétés :

- Si le modèle est juste identité, la méthode des DMC donne le même résultat que la méthode des MCI.
- Si le modèle est sous-identité, la méthode des DMC ne donne pas de résultats.

Condition d'ordre : Une condition nécessaire pour qu'une équation d'un modèle à équations simultanées soit identifiable est que le nombre de variables explicatives de l'équation soit inférieur ou égal au nombre de variables exogènes de l'ensemble du modèle.

La méthode des DMC a l'avantage, par rapport à la méthode des MCI, de ne donner qu'un seul estimateur en cas de sur-identification.

3.4.4.2 Les méthodes à informations complètes

On en distingue également deux : la méthode SUR et la méthode TMC.

3.4.4.2.1 Les triples moindres carrés (TMC)

Considérons la $i^{\text{ème}}$ équation structurelle :

$$y_i = y_{i1}\alpha_i + X_{i1}\beta_i + u_i$$

$$y_i = \tilde{X}_{i1}\delta_i + u_i$$

L'estimateur TMC revient à estimer par MCG le modèle : $X'y_i = X'\tilde{X}_{i1}\delta_i + X'u_i$

En empilant ce modèle :

$$\tilde{y} = \begin{pmatrix} X'y_1 \\ X'y_2 \\ \vdots \\ X'y_G \end{pmatrix} = \begin{bmatrix} X'\tilde{X}_1 & 0 & \dots & 0 \\ 0 & X'\tilde{X}_2 & 0 & \vdots \\ \vdots & 0 & \ddots & 0 \\ 0 & \dots & 0 & X'\tilde{X}_G \end{bmatrix} \begin{pmatrix} \delta_1 \\ \delta_2 \\ \vdots \\ \delta_G \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} X'u_1 \\ X'u_2 \\ \vdots \\ X'u_G \end{pmatrix}$$

La forme matricielle s'écrit donc :

$$\tilde{y} = \tilde{X}^*\delta + v, \text{ où } \tilde{X}^* = \begin{bmatrix} X'\tilde{X}_1 & 0 & \dots & 0 \\ 0 & X'\tilde{X}_2 & 0 & \vdots \\ \vdots & 0 & \ddots & 0 \\ 0 & \dots & 0 & X'\tilde{X}_G \end{bmatrix}, v = X'u$$

On a $Var(v) = X'Var(u)X = \sum_u \otimes (X'X)$

L'estimateur TMC est donc :

$$\delta_{3SLS} = [\tilde{X}^{*'}(Var(v))^{-1}\tilde{X}^*]^{-1}\tilde{X}^{*'}(Var(v))^{-1}y$$

3.4.4.2.2 Le modèle de régression apparemment non lié : estimateur SUR (Seemingly Unrelated Regression)

Considérons le système suivant :

$$\begin{cases} y_{1t} = X_{1t}a_1 + u_{1t} \\ y_{2t} = X_{2t}a_2 + u_{2t} \\ \vdots \\ y_{pt} = X_{pt}a_p + u_{pt} \end{cases}$$

En empilant ce modèle, on a :

$$y = \begin{pmatrix} y_1 \\ y_2 \\ \vdots \\ y_p \end{pmatrix} = \begin{bmatrix} X_1 & 0 & \cdots & 0 \\ 0 & X_2 & 0 & \vdots \\ \vdots & 0 & \ddots & 0 \\ 0 & \cdots & 0 & X_p \end{bmatrix} \begin{pmatrix} a_1 \\ a_2 \\ \vdots \\ a_p \end{pmatrix} + \begin{pmatrix} u_1 \\ u_2 \\ \vdots \\ u_p \end{pmatrix}$$

La forme matricielle s'écrit :

$$y = Xa + u$$

On émet les hypothèses suivantes :

$$\text{➤ } E(u) = 0$$

$$\text{➤ } \text{Var}(u) = \Sigma_u \otimes I_p \text{ avec } \Sigma_u = \begin{pmatrix} \sigma_{11} & \sigma_{12} & \cdots & \sigma_{1p} \\ \sigma_{21} & \sigma_{22} & \cdots & \sigma_{2p} \\ \vdots & \vdots & \ddots & \vdots \\ \sigma_{p1} & \cdots & \cdots & \sigma_{pp} \end{pmatrix}$$

Le modèle empilé est hétéroscédastique et autocorrélé.

L'estimateur SUR est l'estimateur MCG du modèle empilé :

$$\hat{a}_{SUR} = (X' \left(\sum_u \otimes I_p \right)^{-1} X)^{-1} X' \left(\sum_u \otimes I_p \right)^{-1} y$$

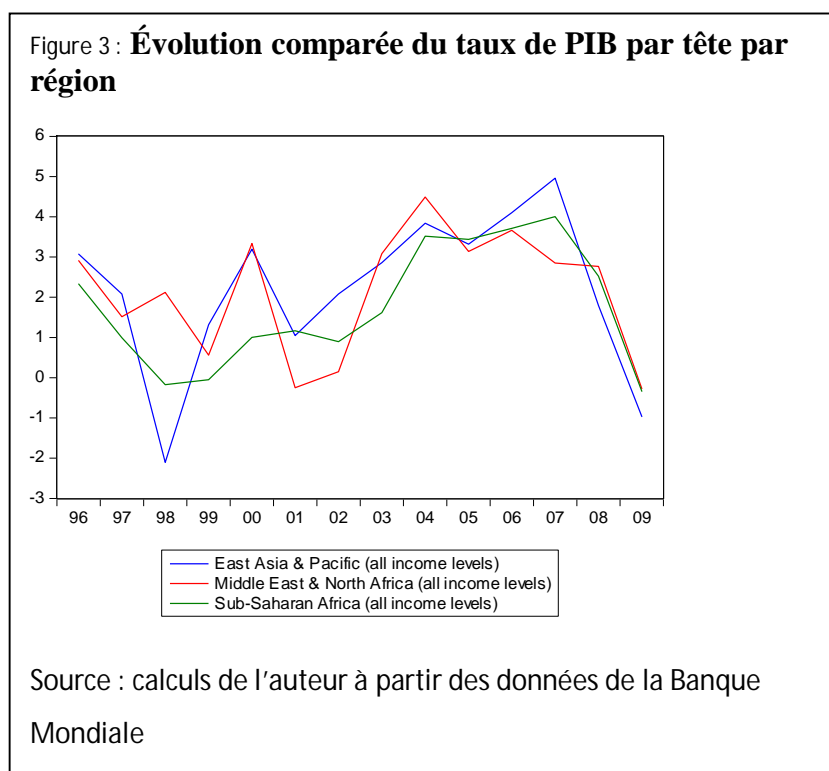
Chapitre 4 : Évolution de la croissance, des IDE de la Pauvreté en ASS

Ce chapitre présente d'une part l'évolution de la croissance et des flux d'IDE en Afrique Subsaharienne et d'autre part fait état des lieux de la pauvreté et des inégalités de revenu dans cette partie du monde. Et, établit l'existence à priori de la relation croissance-inégalité-pauvreté.

4.1 Évolution de la croissance

L'analyse de l'évolution du taux de croissance du PIB par tête (Fig. 1) fait apparaître 3 grandes phases d'évolution sur la période 1996-2009 :

- **première phase** : elle couvre la période de 96-98. Elle est marquée par une tendance baissière et l'ASS enregistre une croissance nulle en 1998. Toutefois, cette croissance nulle est préférable à celle enregistrée par l'Asie de l'est et pacifique qui est de l'ordre de -2%.
- **Deuxième phase** : elle part de 98 à 2007. On assiste à une reprise de l'activité économique et le taux suit en général une tendance haussière. En 2007, l'ASS enregistre son taux de croissance du PIB le plus élevé depuis les années 60, et de manière subséquente le taux de croissance du PIB par tête le plus élevé. Ce taux est de l'ordre de 3.5%.
- **Troisième phase** : elle couvre la période 2007-2009. Cette période est marquée par une chute du taux de croissance du PIB par tête. Cette tendance baissière est aussi partagée par la MENA et l'Asie Pacifique et de l'est.



Cette évolution générale du taux de croissance par tête cache une certaine disparité au sein des régions. En analysant le tableau 1 proposé par Collier (2007), il ressort que les pays d'ASS enregistrant de piètres performances économiques sont les pays enclavés. En effet, en ne considérant que l'évolution globale du taux de croissance par tête sur la période 1970-2000, les régions avec littoral et riches en ressources naturelles enregistrent un taux positif respectivement de 0,5 et de 0,19 tandis que les pays enclavés enregistrent un taux négatif de 0,36. Ceci peut s'expliquer par le fait que l'enclavement augmente les coûts et les délais de transport des importations et des exportations. Ce qui implique que l'enclavement constitue un frein géographique à l'élargissement des marchés et une contrainte face à la circulation des biens.

Tableau 3: **PIB par tête selon la position géographique en ASS**

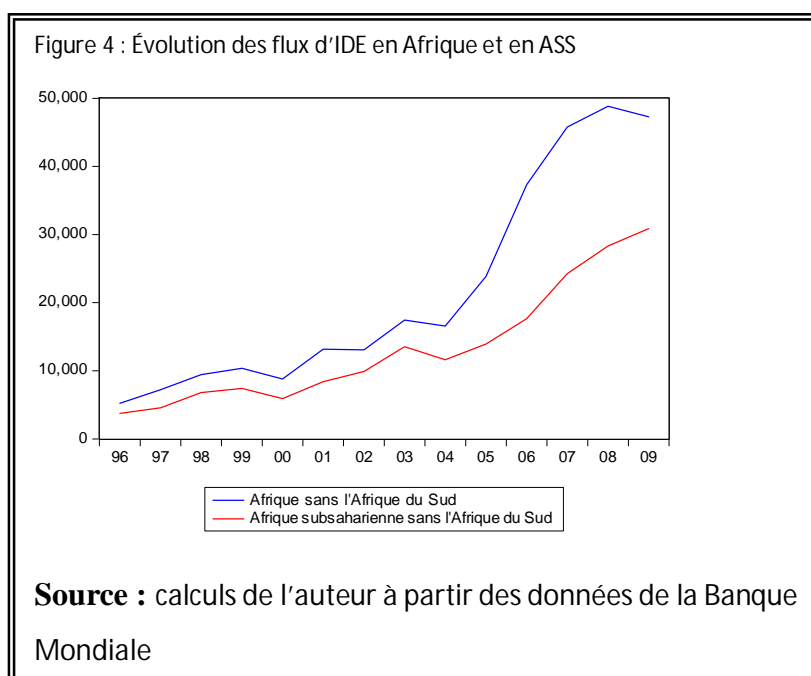
Décennie	Afrique Subsaharienne	Avec Littoral (pauvre en ressource naturelle)	Enclavé (pauvre en ressources naturelles)	abondant en ressources naturelles
60-70	1,04	1,36	0,16	2,08
70-80	0,86	1,32	-0,31	1,42

80-90	-0,79	-0,85	0,14	-1,67
90-2000	-0,46	0,27	-1,3	-0,42
total	0,13	0,5	-0,36	0,29

Source : Collier(2007)

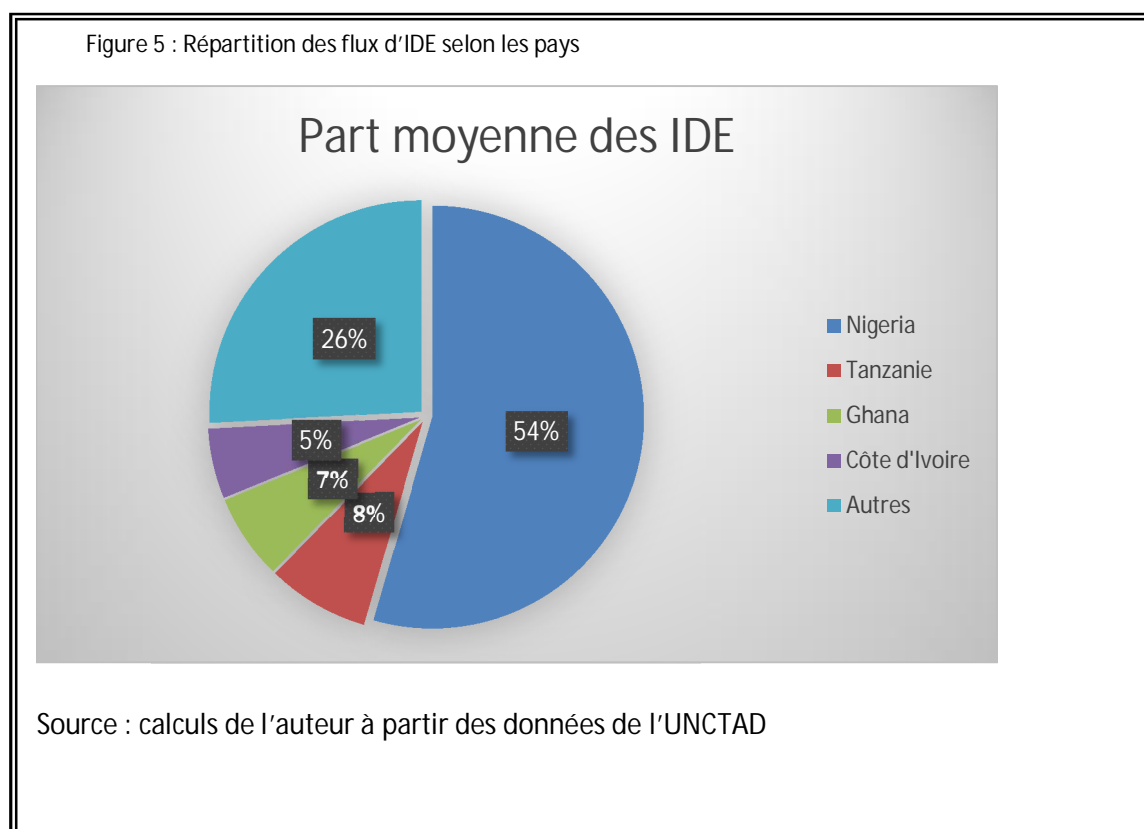
4.2 Évolution des flux d'IDE

Les flux des IDE en ASS représentent durant la période 1996-2009 environ 66% des flux en direction de l'Afrique et suivent la même tendance que celle de l'Afrique.



L'analyse des flux des pays de l'ASS (Fig. 5) montre que le Nigeria est le pays qui reçoit en moyenne le plus d'IDE. En effet, le Nigeria représente en moyenne environ 55% des flux d'IDE de la région. Cette situation peut s'expliquer par l'existence du pétrole au Nigeria. Dans ce pays, les IDE prennent la forme de joint-venture entre la société nationale NNPC (Nigeria National Petroleum Corporation) et des majors pétroliers tels qu'Exxon Mobil, ENI et TotalFinaElf. On note, toutefois, d'après le Rapport sur l'investissement dans le monde (2007) que la Chine commence à s'y implanter à travers la société Petro China. Le Nigeria est

suivi de la Tanzanie, du Ghana et de la Côte d'Ivoire qui représentent respectivement environ 7% ,6% et 5%.



4.3 Analyse de l'évolution de la pauvreté

4.3.1 Indicateur de pauvreté monétaire

Dans cette partie, nous présenterons les principaux indicateurs de pauvreté monétaire en ASS et dans le monde en vue de voir l'état d'avancée de l'ASS ans la lutte contre la pauvreté.

Nous baserons notre analyse sur les estimations de Chen et Ravallion (2008) car ses estimations prennent en compte les recommandations du « Ryten Report » (Lahimer, 2009) .

La méthode qu'ils utilisent présente trois grandes caractéristiques :

- Les évaluations antérieures de la pauvreté ont été mises à jour par les nouvelles parités de pouvoirs d'achat de 2005. Ces parités ont été ajustées par les lignes nationales de pauvreté urbaine et rurale.

- Chen et Ravallion (2008) trouvent que la ligne d'extrême pauvreté internationale s'établit désormais à 1,25 \$. Cela correspond à la moyenne des lignes de pauvreté nationales des 15 pays les plus pauvres en termes de consommation par habitant.
- Les auteurs s'appuient dans leurs estimations sur 675 enquêtes auprès des ménages réalisées entre 1979 et 2006 dans 116 pays. Pour réévaluer les résultats de chaque enquête, Chen et Ravallion (2008) convertissent la ligne de pauvreté en monnaie nationale en utilisant l'indice corrigé de parité de pouvoir d'achat et en ajustant par l'indice des prix à la consommation de l'année de l'enquête.

4.3.1.1 Le nombre de pauvres

Le tableau 2 montre que le nombre de pauvres en ASS n'a cessé de croître entre 1981 et 2005. Ainsi passe-t-on de 202 millions de pauvres en 1981 à 384,2 millions de pauvres en 2005, soit une hausse de l'ordre de 90% de la pauvreté. La part de l'ASS dans le nombre de pauvres dans le monde a de manière subséquente crû. En effet, sa part dans la proportion de pauvres était de 10,61 en 1981 contre 27,45 en 2005. Mais, cette tendance haussière a un rythme qui décroît, ce qui est rassurant et signifie que des efforts sont menés en vue de l'éradiquer. Ainsi, la variation du nombre de pauvre était de 40,45% entre 1980-1990, 30,42% entre 1990-1999 et de 3,84% entre 1999 et 2005.

Tableau 4: Population vivant en dessous du seuil de \$1/jour et de \$2/jour (millions)

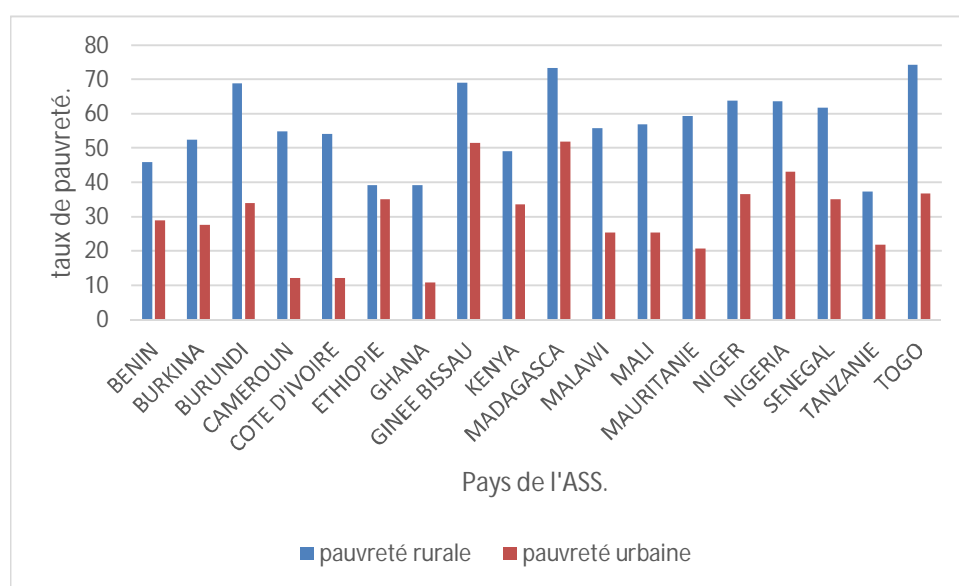
Régions	1981		1987		1993		1999		2001		2005	
Seuil de pauvreté en dollar	1,25	2,50	1,25	2,50	1,25	2,50	1,25	2,50	1,25	2,50	1,25	2,50
Asie de l'Est & Pacifique	1087,6	1316,1	826,2	1360,1	851,7	1391,2	635,7	1278,7	543,9	1163,5	336,9	987,2
dont Chine	835,1	987,5	585,7	1001,7	632,7	1040,4	446,7	899,2	363,2	788,8	207,7	645,6
Europe & Asie Centrale	6,6	66,3	4,3	52,6	17,8	58,4	25,7	93,2	26,7	85,8	23,9	69,5
Amérique Latines & Caraïbes	44,9	113,5	51,4	127,1	49,7	122,4	58,8	148,2	53,7	146,9	45,1	132,9
Moyen Orient & Afrique du Nord	14,9	71,7	14,3	77	12,7	76,1	16	98,1	13,5	92	14	94,3
Asie du Sud	548,3	855	568,7	954,1	549,5	1007,1	588,9	1158,9	616,1	1216,6	595,5	1246,4
dont Inde	420,5	650,3	428	725	444,3	766,5	447,2	875,2	460,5	911,4	455,8	938
Afrique Subsaharienne	202	316,1	252,8	377,7	305,9	416,7	370	537,9	373,2	571,5	384,2	609,9
Total	1904,3	2738,8	1717,7	2948	1787,2	3075,9	1695,1	3315,1	1627	3276,3	1399,6	3140,2

Source : Chen et Ravallion (2008)

4.3.1.2 Le taux de pauvreté

L'analyse du taux de pauvreté¹ montre deux évolutions de ce taux. Entre 1981 et 1999, on note un accroissement de ce taux. Il est de 50,8% en 1981 et de 56,4%, soit une hausse de 4,6%. Ces dernières années, il semble que les stratégies de lutte contre la pauvreté ont réellement payé. On assiste donc à une baisse du taux de pauvreté de 2001 à 2005. En 2005, ce taux est de 50,4% contre un taux de 52,7 % en 2001. En prenant en compte, la subdivision de la pauvreté² selon la zone (rurale et urbaine). L'on constate que la pauvreté en ASS est essentiellement une pauvreté rurale. Cela est dû au fait que la majorité de ces populations habitent en milieu rural et que la pauvreté y soit le fait des piètres performances de l'agriculture et à la faiblesse des infrastructures. Seul l'Éthiopie a un taux de pauvreté rural et urbain quasiment semblable. Cela peut s'expliquer par le fait que la faiblesse de la création d'emploi dans les zones urbaines a créé une nouvelle forme de pauvreté caractérisée par l'exclusion sociale et la prédominance de l'économie informelle. Par conséquent, la migration vers les milieux urbains ne constitue pas dans ces pays une solution pour échapper à la pauvreté.

Figure 6 : Décomposition de la pauvreté selon le milieu en ASS



Source : calculs de l'auteur

¹ Voir annexe 1² Il s'agit de la pauvreté estimée sur le plan national

4.3.1.3 Indice d'écart de pauvreté

L'indice d'écart de pauvreté mesure l'ampleur de la pauvreté au sein d'une population par l'écart du niveau de leurs revenus par rapport au seuil défini. Ainsi, plus cet indice est grand plus il faudra de ressources financières pour ramener les revenus des pauvres au niveau de la ligne de pauvreté.

L'évolution des écarts de la pauvreté suit deux phases en ASS durant la période 1981-2005. En effet, entre 1981 et 1999, on note une hausse de 5,2 points puis, entre 1999 et 2005, et une baisse de 5,3 points. Par conséquent le bilan de cette période en termes de réduction de l'écart de pauvreté est quasiment nul. On constate néanmoins que depuis le début des années 2000, l'indice de l'écart de pauvreté se réduit progressivement par rapport aux deux décennies précédentes.

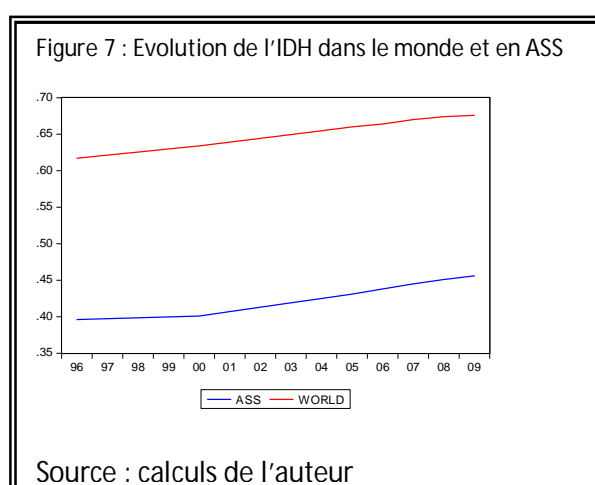
Tableau 5: **Évolution des écarts de pauvreté en ASS au seuil de 1\$**

Année	1981	1990	1999	2002	2005
Indice d'écart de pauvreté	20,9	24,6	25,1	22,5	20,8

Source : Chen et Ravallion (2008)

4.3.2 Indicateur de pauvreté multidimensionnelle

Le développement humain en ASS tend à s'améliorer au fil des années comme le montre le graphe. Cette amélioration traduit une amélioration du cadre de vie, des conditions de vie de la population. Des efforts restent encore à fournir car le niveau de développement humain reste faible. Mais, il semble exister une différentielle de l'ordre de 0.2 entre l'ASS et le monde.



Analysons maintenant l'indice de Pauvreté Multidimensionnelle.

L'IPM est un indice qui révèle la pauvreté multidimensionnelle i. e. la privation subie dans plusieurs domaines. Ainsi donc, le pourcentage des pauvres H selon l'IPM caractérise le nombre de personnes souffrant de privations dans les domaines pris en compte par l'IPM (voir chapitre 1). Ainsi donc le pays enregistrant le pourcentage le plus faible est le Ghana avec un pourcentage de 31,2.

Tableau 6: l'IPM dans les pays de l'ASS

pays	année	IPM(H*A)	Incidence(H)	average intensity access the poor(A)
GHANA	2008	0,144	31,2	46,15
KENYA	2009	0,229	48	47,71
CAMEROUN	2004	0,287	53,3	53,85
NIGERIA	2008	0,31	54,1	57,30
TOGO	2006	0,284	54,3	52,30
CIV	2005	0,353	61,5	57,40
MAURITANIE	2007	0,352	61,7	57,05
TANZANIE	2008	0,367	65,2	56,29
SENEGAL	2005	0,384	66,9	57,40
BEN	2006	0,412	71,8	57,38
MADAGASCA	2009	0,357	72,4	49,31
MALAWI	2004	0,381	72,4	52,62
BURKINA	2006	0,536	82,6	64,89
BURUNDI	2005	0,53	84,5	62,72
MALI	2006	0,558	86,6	64,43
ETHIOPIE	2005	0,562	88,6	63,43
NIGER	2006	0,642	92,4	69,48

Source : OPHI Country Briefing 2011

Le Niger est le pays comptant le plus de pauvres d'un point de vue multidimensionnel. L'IPM semble fait ressortir des manques que l'incidence de pauvreté ne fait ressortir. En effet, l'incidence de pauvreté ne considère que la population qui vit en dessous d'un certain seuil. Ainsi la figure nous montre que le nombre de pauvre multidimensionnel (92. 4%) est plus élevé que l'incidence de pauvreté (43. 1%). Cette différence significative du nombre de pauvre montre que l'indicateur de pauvreté monétaire ne permet pas de capter toutes les facettes de la pauvreté.

4.4 Évolution des Inégalités de revenu

Les pays de l'Europe de l'Est sont les sociétés les plus égalitaires. On observe deux phases de l'évolution des inégalités. Des années 60 aux années 70, il y a une baisse des inégalités. À partir des années 80, les inégalités ont commencé à émerger. Ces deux phases pourraient être imputées à l'expansion et au déclin du communisme.

L'ASS est en avant dernière position des pays les plus inégalitaires en matière de revenu (excepté dans les années 80). Toutefois on assiste à une baisse des inégalités au fil des années.

En analysant l'évolution des inégalités³ par pays de 1996 à l'année de publication de l'indice de Gini la plus récente pour chaque pays, on constate que le Mali est le pays qui a considérablement réduit les inégalités. Ainsi, on observe une baisse de 14. 53 % des inégalités de revenus. Le Kenya à l'inverse est le pays qui a enregistré la plus hausse des inégalités de revenu. Les inégalités ont ainsi crû de 5. 32%.

Tableau 7: évolution des inégalités par régions (GINI *100)

	année 60	année 70	année 80	année 90
Europe de l'est	22,76	21,77	24,93	28,8
Asie du sud	31,67	32,32	32,22	31,59
Pays de l'OCDE	32,86	33,04	32,2	33,2
Asie de l'est et pacifique	34,57	34,4	39,63	34,8
MENA	44,88	43,63	40,8	39,72
ASS	49,9	48,5	39,63	42,3
Amérique Latine	53	49,86	51	50

Source : Deininger et Squire (1996)

La part des pauvres dans le revenu total est un indicateur important des inégalités. Il montre l'amplitude de l'écart entre le revenu des riches et celui des pauvres.

L'analyse des Quintile Share Ratio(QSR) révèle d'énormes disparités quant à la distribution des revenus. Il est classé par ordre croissant des QSR. Il révèle que l'Éthiopie et le Burundi

³ Voir annexe 2

sont des pays moins inégalitaires. En effet, le revenu des 20% les plus riches est égal dans ces pays à environ 4 fois celui des 20% les plus pauvres. En revanche le Nigeria et le Kenya sont les pays les plus inégalitaires. En effet, le revenu des 20% les plus riches est égal dans ces pays à environ 11 fois celui des 20% les plus pauvres.

Tableau 8: Le QSR dans les pays d'ASS

pays	année la plus récente	QSR
ETHIOPIE	2005	4,26
BURUNDI	2006	4,77
MALI	2010	5,18
NIGER	2008	5,32
TOGO	2006	5,56
GINEE BISSAU	2002	5,94
TANZANIE	2007	6,59
BENIN	2003	6,60
MALAWI	2004	6,64
CAMEROUN	2007	6,84
BURKINA	2009	7,00
SENEGAL	2005	7,04
MAURITANIE	2008	7,80
COTE D'IVOIRE	2008	8,40
GHANA	2006	9,27
MADAGASCA	2010	9,27
KENYA	2005	10,99
NIGERIA	2010	12,25

Source : calculs de l'auteur

Chapitre 5 : Modélisation Économétrique et Interprétation des Résultats

5.1 Spécification et test préliminaires

Nous procéderons à l'estimation de deux modèles à équation simultanées ; le modèle 1 aura pour indicateur de pauvreté l'incidence de pauvreté et le modèle 2 pour indicateur de pauvreté l'IDH.

Le modèle 1 s'écrit de la manière suivante :

$$TPIBH = f(IDEPIB, GINI, INFL, EDU, INV, TRADE)$$

$$GINI = f(TPIBH, IDEPIB, Law, Pol - Stab, Corr, Gov - Effec, Voi - acc, Reg - Qua)$$

$$Poverty = f(IDEPIB, GINI, TPIB, DevFin, Edu, Txdémo, LogInfra)$$

Le modèle 2 se stipule comme suit :

$$TPIBH = f(IDEPIB, GINI, INFL, EDU, INV, TRADE)$$

$$GINI = f(TPIBH, IDEPIB, Law, Pol - Stab, Corr, Gov - Effec, Voi - acc, Reg - Qua)$$

$$IDH = f(IDEPIB, GINI, DevFin, Txdémo, LogInfra)$$

Dans la spécification du modèle 2, l'équation de pauvreté ne contient pas les variables Edu et TPIBH car l'IDH dans sa composition prend déjà en compte les revenus et l'éducation.

La variable IDEPIB prend la forme d'un choc exogène, et donc apparaît comme exogène spécifique aux trois équations. L'exogénéité d'IDEPIB pourrait être remise en cause en raison de l'éventuelle relation de causalité réciproque pouvant exister avec le taux de croissance. Nous effectuons un test de Granger⁴ pour nous en faire une idée précise. Il ressort que seule IDEPIB cause le taux de croissance et non le contraire. Ce qui est en accord avec notre hypothèse.

Nous cherchons à cette étape à vérifier les conditions d'identification des différents modèles.

Modèle 1

Pour l'équation 1 $(g - g') = 1$, $(k - k') = 8$ et $g - 1 = 2$, donc l'équation est sur-identifiée

Pour l'équation 2 $(g - g') = 1$, $(k - k') = 6$, $g - 1 = 2$, donc l'équation est sur-identifiée

⁴ Voir annexe 3,4 et 5

Pour l'équation 3 $(g - g') = 0, (k - k') = 7, g - 1 = 2$, donc l'équation est sur-identifiée

Par conséquent, le modèle 1 est sur-identifié, on ne peut donc appliquer les MCI. On appliquera les méthodes TMC, DMC et SUR.

Modèle 2

Pour l'équation 1 $(g - g') = 1, (k - k') = 8, g - 1 = 2$, donc l'équation est juste-identifiée

Pour l'équation 2 $(g - g') = 1, (k - k') = 6, g - 1 = 2$, donc l'équation est sur-identifiée

Pour l'équation 3 $(g - g') = 0, (k - k') = 8, g - 1 = 2$, donc l'équation est sur-identifiée

Par conséquent, le modèle 2 est sur-identifié, on ne peut donc appliquer les MCI. On appliquera les méthodes TMC, DMC et SUR.

Après avoir vérifié les conditions d'identification, nous nous assurons qu'il n'existe pas de problèmes de multicollinéarité. Pour cela, nous effectuons le test de Farrar et Glauber pour les différentes équations de nos modèles.

Les différents tests de multicollinéarité⁵ effectués pour le modèle 1 et le modèle 2 concluent en une absence de multicollinéarité pour les équations 1 et 3. Quant à l'équation 2, le test de Farrar et Glauber indique la présence de multicollinéarité. Pour déceler la source de multicollinéarité, nous analysons le tableau de corrélations des différentes variables du modèle. Il ressort que les variables institutionnelles sont fortement corrélées entre elles. En effet, la plus petite corrélation est de 0,43. Il est donc commode de synthétiser l'information contenue par ces variables. Pour cela, nous procédons à une analyse en composantes principales (ACP) afin de construire une variable synthétique. La variable ainsi obtenue sera dénommée dans la suite « Gouvernance » car chacune de ces composantes donne un aspect de la qualité des institutions, de la gouvernance.

Tableau 9: Tableau de corrélation des variables institutionnelles

	Political stability	Control of corruption	Government effective	Regulatory quality	Rule of law	Voice and accountability
Political stability	1					

⁵ Le programme est présenté en annexe 6

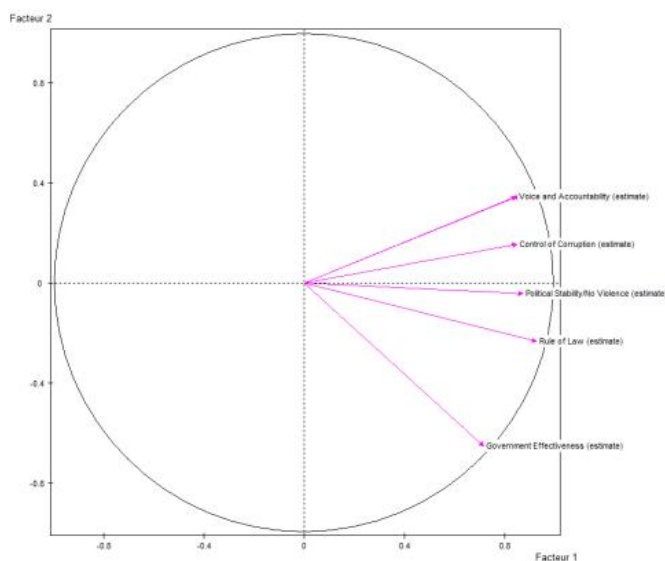
Control of corruption	0,63	1				
Government effective	0,61	0,45	1			
Regulatory quality	0,66	0,74	0,44	1		
Rule of law	0,77	0,84	0,77	0,70	1	
Voice and accountability	0,76	0,63	0,43	0,81	0,64	1

Source : calculs de l'auteur sous stata 12

Le facteur 1 explique à lui seul 71,88 % de l'inertie totale. Les variables y sont fortement corrélées.

Il existe aussi un effet de taille. En effet, si un pays prend une forte valeur d'une des variables il prend également des valeurs élevées des autres variables. De même, si un pays prend une valeur faible d'une de ces variables, les autres variables prennent également des valeurs faibles.

Figure 8: Nuage des variables institutionnelles



Source : calculs de l'auteur sous SPADv55

Cette variable synthétique s'obtient comme combinaison linéaire des variables pondérées par leur corrélation avec ce facteur.

Encadré 1 : Présentation de l'ACP

Il s'agit d'une méthode d'analyse factorielle multidimensionnelle des données qui permet de résumer la structure d'un ensemble de variables quantitatives au moyen de facteurs. Nous ne développerons pas ici les aspects techniques de cette méthode, qui peuvent être trouvés dans des ouvrages académiques. Cependant, de façon technique, l'ACP explique la structure de variance-covariance d'un ensemble de données numériques à l'aide d'un nombre réduit de combinaisons linéaires des variables d'origine. Son objectif est de réduire la dimension de représentation des données afin d'en faciliter l'interprétation. En effet, si p composantes sont nécessaires pour reproduire la variabilité totale d'un corpus de données, souvent une grande part de cette variabilité peut être captée par un nombre réduit k (avec $k < p$) de variables synthétiques appelées composantes principales. Dans ces conditions, ces k composantes peuvent remplacer les p variables initiales et le tableau des données de n observations sur p variables est réduit à celui des n observations sur k composantes principales. Une ACP génère donc plusieurs composantes principales qui forment des plans factoriels par croisement deux à deux, qui offrent une représentation graphique des distances entre les éléments analysés. La propriété intéressante des composantes principales est qu'elles sont orthogonales deux à deux, c'est-à-dire non redondantes.

Les composantes principales sont construites en prenant une somme pondérée des variables originales, les poids étant les éléments du vecteur caractéristique de la matrice des corrélations empiriques des variables, les vecteurs caractéristiques étant rangés dans l'ordre décroissant de leurs racines caractéristiques. Pour la période t , la $\alpha^{\text{ième}}$ composante principale notée $c_\alpha(t)$ s'exprime de la façon suivante : $c_\alpha(t) = (Xu_\alpha)_t = \sum_{j=1}^p X_{ij} u_{\alpha j}$ où :

$X = (x_{ij})_{t=1 \dots T, j=1 \dots p}$ est la matrice des observations, et u_α est le vecteur propre associé à l'axe factoriel de rang α .

Habituellement, les variables sont normalisées de manière à avoir une moyenne nulle et une variance unitaire. Par conséquent, la normalisation identifie les scores des variables (coordonnées factorielles) comme les corrélations linéaires entre les variables et les composantes principales.

Source : Kého Yaya (2008)

Les variables institutionnelles seront donc remplacées dans notre modèle par la variable synthétique « Gouvernance ». Les conditions d'identification sont toujours vérifiées. Nous effectuons à nouveau le test de multicolinéarité et il conclut à l'absence de multicolinéarité. Le problème est donc résolu. À présent passons au test d'endogenité pour s'assurer si les méthodes d'estimations du MES sont plus efficaces que les estimateurs MCO.

Le test de Hausman montre que les estimateurs MCO sont non convergents, ce qui valide l'utilisation des méthodes d'estimations MES pour remédier au problème d'endogenité.

Tableau 10: **Test de Hausman**

	Chi-deux (χ^2)	p-value
Modèle 1	64,17	0,0000*
Modèle 2	61,08	0,0000*

Note ;* dénote significatif à 1%.

Source : calculs de l'auteur

5.2 Estimation et interprétation des résultats

Afin de prendre en compte l'hétérogénéité, nous avons effectué plusieurs estimations en prenant en compte des *dummy* individus et/ou des *dummy* temporels dans chaque équation. À la suite de ces estimations le meilleur modèle⁶ est celui qui introduit des *dummy* temporels pour l'équation 3 que ce soit pour le modèle 1 ou pour le modèle 2.

L'interprétation des résultats se fera en analysant successivement les résultats de chaque équation des 2 modèles. À titre de rappel, le modèle 1 est celui avec pour indicateur de pauvreté l'incidence de pauvreté et le modèle 2 est celui avec pour indicateur de pauvreté l'IDH.

5.2.1 Équation de croissance

Pour mieux cerner les déterminants de la croissance en Afrique Subsaharienne, nous commençons par analyser brièvement les effets des variables spécifiques. Ensuite, nous analysons plus amplement les effets des variables d'intérêt à savoir : les IDE et les inégalités.

Le modèle 1 et le modèle 2 donnent des résultats similaires. Nous n'interprèterons que les résultats du modèle 1⁷.

L'éducation influence négativement le taux de croissance du PIB par tête. Son signe est stable dans les 3 estimations et est significatif dans le TMC. En effet, l'éducation semble ne pas favoriser significativement la croissance. Ce résultat a été aussi trouvé chez Pritchett (1996). Cet auteur justifie ce résultat par trois arguments propres à l'ASS :

- L'environnement institutionnel des pays de la sous-région encourage les personnes ayant accès à l'éducation à s'engager dans la recherche de rente notamment à travers des comportements de prédation (exp. Corruption) ;

⁶ Le meilleur modèle a été choisi en fonction des RMSE, la F-stat, le R-square

⁷ Voir annexe 8

- Le rendement marginal du nombre d'années d'études est décroissant en raison de l'augmentation rapide de l'offre de travail de la main-d'œuvre éduquée face à une demande de travail stagnante et principalement publique ;
- La qualité de l'éducation est tellement faible et inadaptée aux besoins de la région que son effet sur la croissance devient marginal.

Tableau 11 : Tableau présentant les résultats de la croissance modèle 1

	TMC	SUR	DMC
gini	0. 003	-0. 236*	0. 063
inv	0. 311*	0. 316*	0. 317*
infl	-0. 005	-0. 016	0. 012
trade	0. 0201	0. 005	-0. 002
edu	-0. 68***	-0. 041	-0. 053
ide	-0. 165	-0. 241**	-0. 20**

Note :*, **, *** =dénote respectivement la significativité au seuil de 1%,5%,10%

Source : estimations de l'auteur sous stata 12

L'investissement a un impact positif et significatif dans toutes les estimations. Ainsi, une augmentation du niveau d'investissement de 1% entraînera la hausse du taux de croissance par tête de l'ordre de 0,3points. Ce résultat est celui attendu par la théorie économique.

L'effet des inégalités sur le taux de croissance est ambigu. Il a un signe positif et non significatif dans le TMC et le DMC. Il est négatif et significatif dans le SUR. Ce qui laisse entrevoir qu'une hausse des inégalités réduit le taux de croissance du PIBHAB. Ensuite, les résultats montrent que les inégalités affectent négativement la croissance économique. Ce résultat peut être justifié par la théorie du conflit social. Selon cette théorie, les inégalités existantes au sein d'une société peuvent induire des instabilités politiques, ce qui implique une sous optimalité des investissements (Alesina et Perotti , 1996). Ces inégalités peuvent engendrer comme le souligne Rodrik (1999) un blocage des processus de développement. Cet effet peut également s'expliquer par la théorie des imperfections des marchés qui prédit que cet effet est dû à des distorsions existant sur le marché du crédit.

Les IDE ont un effet négatif sur le taux de croissance du revenu par tête. En effet, il a un signe négatif et est stable dans tous les estimations ce qui garantit sa robustesse. Ce résultat a également été trouvé par Djaowe (2009) pour les pays de la CEMAC. Alfaro (2003) a également relevé l'impact négatif que pouvaient avoir les IDE sur la croissance économique. Pour elle, cet effet est intrinsèquement lié aux types des IDE, notamment les IDE orientés dans le secteur primaire. Or, Lahimer (2009) souligne que l'industrie extractive demeure la première source d'attractivité des IDE en Afrique Subsaharienne. Donc, l'effet négatif des IDE pourrait s'expliquer en majeure partie par le fait qu'ils sont orientés vers le secteur primaire. Ceci est une belle illustration du syndrome hollandais. Ce syndrome peut empêcher la stimulation du développement par l'essor de forts investissements étrangers dans le secteur primaire. Dans le cas des IDE, nous pouvons distinguer deux types d'effet sur la croissance.

Tout d'abord, un effet positif dû à l'entrée de capitaux étranger et à l'amélioration des termes de l'échange dans le pays considéré, et ensuite un effet négatif résultant de la désindustrialisation des autres secteurs provoqué par le mécanisme du syndrome hollandais.

Encadré 2 : **Présentation du syndrome hollandais**

Souvent, la découverte d'un nouveau gisement pétrolier ou gazier ou de nouvelles mines est suivie par une augmentation importante des flux d'IDE. Après, les phases de prospection et de démarrage, l'exploitation de ces ressources naturelles induit une augmentation importante des exportations de ce secteur. Ceci constitue un choc positif exogène (Bourdet et Falck, 2006). Dans plusieurs pays, cette situation a été suivie par une détérioration des conditions économiques et une baisse de la croissance. Ce phénomène économique est appelé « **syndrome hollandais** ».

Les travaux de Gregory (1976) et de Corden et Neary (1982) présentent des modèles théoriques de références pour l'explication du Dutch Disease. Ainsi, le modèle de Corden et Neary (1982) traite le cas d'une petite économie ouverte produisant deux biens commercialisés dont les prix sont exogènes. Le pays produit aussi un bien non commercialisé dont le prix est flexible et résulte de la confrontation entre la demande et l'offre. Par ailleurs, il existe deux facteurs : le capital comme facteur spécifique et le travail comme facteur mobile. Le modèle exclue aussi les effets monétaires en basant l'étude sur les prix relatifs. Corden et Neary (1982) montrent qu'un boom dans les industries primaires peut avoir deux types d'effet sur l'industrie locale : l'effet dépenses et l'effet réallocation des ressources.

L'Effet dépenses : L'augmentation des exportations des biens primaires crée un excédent de la balance des paiements qui peut être assimilé à un accroissement du revenu global. Dans le cas où les biens non commercialisés ne sont pas inférieurs, l'augmentation du revenu global implique une augmentation de la demande de ces biens en fonction de l'élasticité revenue de a demande. L'excédent de demande nouvellement

créée, pousse les prix domestiques des biens non commercialisés vers la hausse. Le prix relatif de ces biens par rapport aux biens commercialisés augmente aussi. En ce qui concerne, le secteur des biens échangeables, Sachs et Warner (1997) montrent que la demande qui lui est adressée est satisfaite par une augmentation des importations financée par les exportations des matières premières. Cela engendre une appréciation du taux de change réel et une croissance de la production des biens non commercialisés accompagnée par une contraction de l'industrie non extractive. Ce phénomène décrit le processus de désindustrialisation.

Effet de réallocation des ressources : Il s'illustre à travers la migration du facteur mobile à savoir le travail, du secteur où les prix ont baissé vers les autres secteurs. Selon Cordon (1984), la réallocation des ressources peut se manifester à travers deux manières : (i) dans la première, il existe un transfert de main d'œuvre du secteur en retard au secteur en boom. Cette réallocation du facteur travail réduit la production du secteur en retard. C'est l'effet dit de désindustrialisation directe (ii) dans la deuxième, la demande de travail du secteur des biens non échangeables augmente de façon à attirer la main d'œuvre du secteur manufacturier. Cette nouvelle réallocation du facteur travail induit un effet dit de désindustrialisation indirecte.

Par ailleurs, si le secteur en expansion est enclavé, ce qui est le cas dans la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne, les IDE ne participent pas au marché domestique des facteurs. Dans ce cas, l'effet de réallocation des ressources n'existe pas et le mal hollandais se manifeste à travers l'effet dépense.

Enfin, selon Cordon (1984) le secteur en retard ne recouvre pas uniquement l'industrie manufacturière. En effet, pour les pays spécialisés dans l'exportation agricole comme le Congo ou le Cameroun, l'effet d'éviction peut s'exercer sur le secteur agricole.

Source : Lahimer (2009)

5.2.2 Équation des inégalités de revenu

Cette équation nous permettra de tester trois types d'effets : (i) les effets des variables institutionnelles ; (ii) les effets des IDE ; (iii) et les effets de la croissance sur les inégalités.

Le modèle 1 et le modèle 2 donnent des résultats similaires. Nous n'interpréterons que les résultats du modèle 1⁸.

Les IDE ont un impact marginal sur la structure des inégalités. Ils sont, en effet non significatifs et n'ont pas de signe constant dans toutes les estimations.

L'état de la gouvernance accentue les inégalités en ASS. Son coefficient est significatif et stable dans toutes les estimations. Ceci se justifie par le fait que la variabilité des inégalités est

⁸ Voir annexe 9

intrinsèquement liée à la qualité des institutions dans un pays. Plus un pays a de piètres institutions, plus la redistribution du revenu est inégalitaire.

Tableau 12: **Tableau présentant les résultats de l'inégalité de revenu modèle 1**

	TMC	SUR	DMC
Gouv	0. 826*	0. 584*	0. 881*
Ide	0. 005	-0. 057	0. 008
tpibh	-0. 900*	-0. 324*	-0. 948*

Note :*, **, *** =dénote respectivement la significativité au seuil de 1%,5%,10%

Source : estimations de l'auteur sous stata 12

Le taux de croissance du revenu moyen réduit les inégalités. Son coefficient est significatif et stable dans toutes les estimations. Ainsi, la croissance économique s'accompagne avec une réduction des niveaux des inégalités de revenu.

5.2.3 Équation de pauvreté

L'estimation de l'équation de pauvreté nous permettra d'évaluer les effets directs de chaque variable spécifique et de chaque variable endogène sur la pauvreté. Nous aborderons premièrement l'analyse des variables spécifiques à savoir : le capital humain, le taux de variation démographique, les infrastructures et le développement financier. Deuxièmement, nous passerons à l'interprétation de nos variables endogènes à savoir : la croissance du revenu moyen, les inégalités et les IDE.

L'éducation et les infrastructures jouent un rôle primordial dans la lutte contre la pauvreté.

En effet, le modèle 1 fait ressortir qu'une augmentation du niveau d'éducation de 1% entraîne la réduction de la pauvreté de l'ordre de 1 point.

Quant à la variable infrastructure, elle constitue un excellent moyen de lutte contre la pauvreté. Dans le modèle 1, elle garde un signe constant et significatif dans toutes les méthodes d'estimations. Dans le modèle 2, elle garde encore un signe constant et est significative dans les 3 méthodes d'estimations. Ce résultat vient confirmer le fait que la

pauvreté en ASS est essentiellement une pauvreté rurale. La variable infrastructure permet donc de réduire le nombre de pauvres et améliore donc les capabiliés. Ceci pourrait s'expliquer par le fait que les infrastructures économiques jouent un rôle stratégique dans le processus de développement. Elles contribuent à relier les opérateurs aux marchés, à diminuer les coûts des facteurs et améliorer la compétitivité de l'économie, et aussi à offrir des services essentiels aux populations (accès aux routes, à l'eau, etc.), qui déterminent la qualité de la vie.

Tableau 13: Tableau présentant les résultats de la pauvreté modèle 1

	TMC	SUR	DMC
Gini	3. 791*	0. 673*	2. 98*
Txpibh	1. 75***	-0. 180	0. 918
Ide	0. 204	0. 150	0. 192
Edu	-0. 915*	-0. 713*	-1. 052*
Devfin	0. 236	-0. 074	0. 192
loginfra	-20. 77*	-18. 24*	-19. 1*s
txdémo	-0. 003*	-0,029*	-0,179*

Note :*, **, *** =dénote respectivement la significativité au seuil de 1%,5%,10%

Source : calculs de l'auteur sous stata 12

Comme montrer dans le modèle 1, les infrastructures améliorent le développement humain.

La croissance démographique n'est pas un facteur qui favorise la pauvreté. Ceci est confirmé par les deux modèles. Elle trouve sa justification dans l'effet d'offre. En effet, l'accroissement de la population est susceptible de créer une main-d'œuvre abondante et à moindre coût. Cette main-d'œuvre se déportera vers les villes et les secteurs industriels. . L'industrie étant un secteur à forte valeur ajoutée, porteuse de profits importants et à plus long terme de croissance. Cette main-d'œuvre à bon marché permet aux chefs d'entreprises de réaliser d'énormes bénéfices. Une partie de ces bénéfices entrera dans la formation de l'investissement de l'entreprise, lequel investissement permettra à l'entreprise de faire encore des profits et d'assurer la croissance économique, et ainsi réduire la pauvreté.

Tableau 14: **Tableau présentant les résultats de la pauvreté modèle 2**

	TMC	SUR	DMC
GINI	0. 001	0. 003	0. 002
Ide	-0. 0001	-0. 00004	-0. 0001
Devfin	-0. 004*	-0. 003*	-0. 003*
Loginfra	0. 092*	0. 090*	0. 092*
txdemo	0. 04*	0. 039	0. 039*

Note :*, **, *** =dénote respectivement la significativité au seuil de 1%,5%,10%

Source : estimations de l'auteur sous stata 12

Le développement financier a un effet ambigu et non significatif dans le modèle 1. Le modèle 2 fait ressortir des résultats fort intéressant pour la variable développement financier. En effet, le développement financier en ASS semble avoir un effet négatif sur le développement humain. Il a un signe négatif, stable et significatif dans toutes les méthodes d'estimations Il paraît donc intéressant de regarder ce résultat de près. De nombreux auteurs (Deidda et Fattouh, 2002 ;Kpodar ,2006 ;Aghion et al ,2004) montrent l'existence d'un effet non linéaire du développement financier sur la pauvreté. Pour eux, il existe un effet de seuil. Lequel effet dépend du niveau du développement financier. Ainsi, plus le système financier se développe, plus il devient apte à étendre ses services (crédits, dépôts, etc.) aux pauvres. Pour pouvoir fournir de façon soutenable des services financiers aux pauvres, il faut alors que le système financier atteigne un certain seuil de développement. Comme en ASS, le système financier n'est pas assez développé, elle se prête bien à cette analyse. Nous nous proposons de tester l'existence d'un effet de seuil. Pour cela, on introduit dans le modèle 2 le carré de la variable Devfin. Les résultats confirment l'existence d'un effet de seuil. Ce résultat est significatif dans toutes les estimations. Donc le développement financier à long terme sera d'un apport essentiel dans la lutte contre la pauvreté.

Tableau 15: Test de l'effet de seuil de Devfin

	TMC	SUR	DMC
Gini	0. 016	0. 032	0. 0028
Ide	-0. 00026	-0. 00017	-0. 00024
DevFin	-0. 01816*	-0. 01803*	-0. 01800*
sDevFin	0. 0004474*	0. 000448*	0. 000448*
Loginfra	0. 0940*	0. 0922*	0. 09424*

txdemo	0. 0337*	0. 0328*	0. 033*
---------------	----------	----------	---------

Note :*, **, *** =dénote respectivement la significativité au seuil de 1%,5%,10%

Source : calculs de l'auteur sous stata 12

Le taux de croissance de revenu, lorsqu'il est significatif (modèle 1), a le signe attendu. Il permet donc de réduire la pauvreté conformément à la théorie économique.

Les inégalités de revenu accentuent la pauvreté. En effet, les inégalités de revenus ont un signe positif, stable et sont significatives dans toutes les méthodes d'estimation. Dans le modèle 2, il est non significatif. Ce résultat est conforme à celui de Lahimer(2009). Une meilleure stratégie de réduction de la pauvreté serait de réduire les inégalités de revenus en ASS.

Les IDE ont un effet négatif sur la pauvreté. Les modèles 1 et 2 confirment ce résultat. Mais, dans ces modèles les IDE ne sont pas significatifs. Cette non- significativité suppose donc qu'il n'est pas un facteur clef dans la lutte contre la pauvreté.

Conclusion et Recommandations

Dans cette étude, nous avons analysé le lien pouvant exister entre les IDE et la réduction de la pauvreté en Afrique Subsaharienne. Pour ce faire, nous avons utilisé un modèle à équations simultanée qui nous a permis de mettre en œuvre l'interaction des IDE sur le triangle croissance-inégalité-pauvreté.

Les résultats auxquels nous avons abouti montrent que les IDE ont un effet négatif sur la croissance du PIB par tête en ASS. Cette situation peut s'expliquer par le phénomène du syndrome hollandais qui prédit que les IDE orientés dans le secteur extractif entraînent la désindustrialisation des autres secteurs. Il convient à ce stade pour les États d'utiliser les plus-values tirées des IDE en vue de les orienter vers d'autres secteurs afin de remédier à ces effets négatifs. Ainsi, pourront-ils financer un développement sain et durable.

Nous avons, en outre, trouvé que les effets des IDE sur la pauvreté sont marginaux, et donc ne peuvent constituer un moyen de lutte contre la pauvreté. Toutefois notre étude nous a permis de déterminer des facteurs clefs pour la réduction de la pauvreté en Afrique Subsaharienne. Les inégalités de revenu constituent un véritable frein à la réduction de la pauvreté en ASS. Il convient donc de mener des politiques afin de réduire les inégalités de revenu. Notre étude montre que l'un des meilleurs moyens de lutte contre l'inégalité est l'amélioration du cadre institutionnel : lutte contre la corruption, établissement d'un état de droit, etc.

Cette étude réaffirme que la croissance économique permet de réduire la pauvreté.

L'amélioration des infrastructures constituent un moyen efficace de lutte contre la pauvreté. Nous avons montré que la pauvreté en ASS est essentiellement rurale. L'amélioration des infrastructures permettra d'améliorer le cadre de vie des populations rurales, facilitera l'acheminement des marchandises des populations rurales vers les centres urbains et améliorera le cadre des affaires.

Aussi, notre étude réaffirme que l'éducation constitue un moyen de lutte contre la pauvreté. Il convient donc de mettre en place des politiques en vue de l'étendre à toutes les couches sociales. Surtout, il faudrait axer ce mouvement sur la qualité de la formation et faire en sorte que la formation soit en adéquation avec les besoins du marché du travail.

Enfin, les Gouvernements de l'Afrique Subsaharienne devront s'atteler à mettre en place des politiques visant à promouvoir le développement financier. En effet, plus le système financier se développe plus il devient apte à étendre ses services (crédits, dépôts, etc.) aux pauvres. Pour pouvoir fournir de façon soutenable des services financiers aux pauvres, il faut alors que le système financier atteigne un certain seuil de développement.

Annexes

Annexe 1: Taux de pauvreté au seuil de \$1/ jour et de \$2/ jour par régions

Régions	1981		1987		1993		1999		2001		2005	
Seuil de pauvreté en dollar	1,25	2,50	1,25	2,50	1,25	2,50	1,25	2,50	1,25	2,50	1,25	2,50
Asie de l'Est & Pacifique	78,8	95,4	54,4	89,6	51,2	83,6	35,5	71,5	29,6	63,3	17,9	52,4
dont Chine	84	99,4	54	92,4	53,7	86,5	35,6	71,7	28,4	61,6	15,9	49,5
Europe & Asie Centrale	1,6	15,7	1	11,8	3,8	16,3	5,4	19,7	5,6	18,1	5	14,7
Amérique Latines & Caraïbes	12,3	31	12,4	30,7	10,8	27,7	11,6	29,2	10,1	27,8	8,2	24,1
Moyen Orient & Afrique du Nord	8,6	41,3	6,9	37,1	5,2	33,8	5,8	35,9	4,7	31,8	4,6	30,9
Asie du Sud	59,4	92,6	54,1	90,8	16,1	88,3	44,1	86,8	43,8	86,5	40,3	84,4
dont Inde	59,8	92,5	53,6	90,8	49,4	89,9	44,8	87,6	43,9	86,9	41,6	85,7
Afrique Subsaharienne	50,8	79,5	53,4	79,8	54,8	80,5	56,4	82,1	52,7	80,7	50,4	79,9
Total	52	74,8	41,8	71,7	38,9	69,3	33,7	65,9	31	62,5	25,7	57,6

Source : Chen et Ravallion (2008)

Annexe 2 : Évolution des inégalités de revenus dans les pays d'ASS

pays	GINI*100(1996)	année la plus récente	GINI le plus recent	variation
MALI	47,55	2010	33,02	-14,53
MALAWI	50,31	2004	39,02	-11,29
NIGER	43,83	2008	34,55	-9,28
BURKINA	48,78	2009	39,79	-8,99
GINEE BISSAU	43,73	2002	35,52	-8,21
ETHIOPIE	37,97	2005	29,83	-8,14
BURUNDI	39,37	2006	33,27	-6,1
SENEGAL	41,39	2005	39,19	-2,2
CAMEROUN	40,68	2007	38,91	-1,77
NIGERIA	46,5	2010	48,83	2,33
COTE D'IVOIRE	39,04	2008	41,5	2,46
GHANA	39,88	2006	42,76	2,88
MAURITANIE	37,29	2008	40,46	3,17
MADAGASCAR	40,9	2010	44,11	3,21
TANZANIE	34,22	2007	37,58	3,36
KENYA	42,36	2005	47,68	5,32

Source : calculs de l'auteur à partir des données de la Banque Mondiale

Annexe 3 : Test de racine unitaire de la variable Txgdp en niveau

	constante	Constante et trend	Sans constante ni trend
<i>H₀: Racine unitaire commune</i>			
Levin, Lin et Chu	-4,46637*	-7,1889*	-4,56*
<i>H₀: Racine unitaire spécifique</i>			
Im,Pesaran et Shin	-3,95546*	-3,5381*	_____
ADF	79,8437*	78,06*	122,704*
PP	139,423*	137,211*	172,817*

Note :*, **, *** dénotent respectivement significatif à 1% ,5% et 10%

Source : calculs de l'auteur sous Eviews 7

Annexe 4: Test de racine unitaire de la variable IDE en niveau

	constante	Constante et trend	Sans constante ni trend
<i>H₀: Racine unitaire commune</i>			
Levin, Lin et Chu	-3,50*	-4,15403*	-3,6696
<i>H₀: Racine unitaire spécifique</i>			
Im,Pesaran et Shin	-2,283**	-0. 4748	_____
ADF	65,5063*	48,14***	57,6074**
PP	73. 10*	67,23*	62,31*

Note :*, **, *** dénotent respectivement significatif à 1% ,5% et 10%

Source : Calculs de l'auteur sous Eviews 7

Annexe 5: Test de causalité de Granger des variables IDE et Txgdp

Pairwise Granger Causality Tests

Sample: 1996 2009

Lags: 2

Null Hypothesis:	Obs	F-Statistic	Prob.
TX_GDPC does not Granger Cause FDI	216	0. 78871	0. 4558
FDI does not Granger Cause TX_GDPC		4. 64354	0. 0106

Source ; calculs de l'auteur sous Eviews 7

Annexe 6 : Programme de Farrar et Glauber

```

'Programme
GROUP GROUPEE gini gouv txgdpc ide
FOR !I = 1 TO 3
SERIES X!I
NEXT
SERIES Y
GENR Y = GROUPEE(1)
FOR !I=1 TO 3
  !J= !I +1
  GENR X!I = GROUPEE(!J)
NEXT
EQUATION EQUAT_FARRAR. LS Y C X1 X2 X3
matrix(3, 3) mar 'création de la matrice mar
for !i = 1 to 3
  for !j = 1 to 3
    mar(!i, !j) = @cor(X!i, X!j)
  next
next
scalar dt = @det(mar)
scalar ndf=((2*@ncoef)+5)/6
scalar chie = -(@regobs-1-zozo)*log(dt)
'chi-deux empirique
scalar ndf = 0. 5*@ncoef*( @ncoef-1) 'ddl
if @chisq(chie,ndf) < 0. 05 then scalar test2 = 1 'Prob critique comparée au seuil de 0. 05
else scalar test2 = 0
endif

```

Annexe 7: Résultats ACP

ANALYSE EN COMPOSANTES PRINCIPALES
 STATISTIQUES SOMMAIRES DES VARIABLES CONTINUES
 EFFECTIF TOTAL : 18 POIDS TOTAL : 18. 00

NUM .	IDEN - LIBELLE	EFFECTIF	POIDS	MOYENNE	ECART-TYPE	MINIMUM	MAXIMUM
1 .	C2 - Political Stability/	18	18. 00	-0. 63	0. 55	-1. 86	0. 57
2 .	C3 - Control of Corruptio	18	18. 00	-0. 71	0. 27	-1. 25	-0. 23

Investissements directs étrangers et réduction de la pauvreté en Afrique Subsaharienne

3 . C4 - Government Effective	18 18. 00	-0. 54 0. 49	-1. 36 0. 28
4 . C5 - Regulatory Quality (	18 18. 00	-0. 60 0. 33	-1. 39 -0. 24
5 . C6 - Rule of Law (estimat	18 18. 00	-0. 70 0. 37	-1. 48 -0. 21
6 . C7 - Voice and Accountabi	18 18. 00	-0. 61 0. 45	-1. 49 0. 29

MATRICE DES CORRELATIONS

| C2 C3 C4 C5 C6 C7

C2	1. 00					
C3	0. 63	1. 00				
C4	0. 61	0. 45	1. 00			
C5	0. 66	0. 74	0. 44	1. 00		
C6	0. 77	0. 84	0. 77	0. 70	1. 00	
C7	0. 76	0. 63	0. 43	0. 81	0. 64	1. 00

| C2 C3 C4 C5 C6 C7

MATRICE DES VALEURS-TESTS

| C2 C3 C4 C5 C6 C7

C2	99. 99					
C3	3. 11	99. 99				
C4	3. 01	2. 04	99. 99			
C5	3. 37	4. 01	2. 02	99. 99		
C6	4. 34	5. 11	4. 28	3. 64	99. 99	
C7	4. 25	3. 17	1. 96	4. 73	3. 25	99. 99

| C2 C3 C4 C5 C6 C7

VALEURS PROPRES

APERCU DE LA PRECISION DES CALCULS : TRACE AVANT DIAGONALISATION . . 6. 0000

SOMME DES VALEURS PROPRES 6. 0000

HISTOGRAMME DES 6 PREMIERES VALEURS PROPRES

NUMERO	VALEUR	POURCENTAGE	POURCENTAGE
PROPRE	CUMULE		

1	4. 3130	71. 88	71. 88	*****
2	0. 7445	12. 41	84. 29	*****
3	0. 4669	7. 78	92. 07	*****
4	0. 2745	4. 58	96. 65	*****
5	0. 1404	2. 34	98. 99	***
6	0. 0606	1. 01	100. 00	**

RECHERCHE DE PALIERS (DIFFERENCES TROISIEMES)

PALIER	VALEUR DU
ENTRE	PALIER

1 -- 2	-3205. 55	*****
--------	-----------	-------

RECHERCHE DE PALIERS ENTRE (DIFFERENCES SECONDES)

PALIER	VALEUR DU
ENTRE	PALIER

1 -- 2	3290. 87	*****
2 -- 3	85. 32	**

INTERVALLES LAPLACIENS D'ANDERSON

INTERVALLES AU SEUIL 0. 95

NUMERO	BORNE INFERIEURE	VALEUR PROPRE	BORNE SUPERIEURE
--------	------------------	---------------	------------------

1	1. 4135	4. 3130	7. 2126
2	0. 2440	0. 7445	1. 2450
3	0. 1530	0. 4669	0. 7807
4	0. 0900	0. 2745	0. 4591
5	0. 0460	0. 1404	0. 2349

ETENDUE ET POSITION RELATIVE DES INTERVALLES

1*
2	*-----*
3	*-----*
4	*-----*
5	*+*-----*

COORDONNEES DES VARIABLES SUR LES AXES 1 A 5

VARIABLES ACTIVES

VARIABLES	COORDONNEES	CORRELATIONS VARIABLE-FACTEUR	ANCIENS AXES UNITAIRES
-----------	-------------	-------------------------------	------------------------

IDEN - LIBELLE COURT	1	2	3	4	5	1	2	3	4	5
----------------------	---	---	---	---	---	---	---	---	---	---

C2 - Political Stability/	0. 87	-0. 04	-0. 30	0. 34	0. 16	0. 87	-0. 04	-0. 30	0. 34	0. 16	0. 42	-0. 05	-0. 45	0. 64	0. 42
C3 - Control of Corruptio	0. 85	0. 15	0. 47	0. 12	-0. 07	0. 85	0. 15	0. 47	0. 12	-0. 07	0. 41	0. 18	0. 69	0. 23	-0. 19
C4 - Government Effective	0. 72	-0. 65	-0. 10	-0. 21	-0. 04	0. 72	-0. 65	-0. 10	-0. 21	-0. 04	0. 34	-0. 76	-0. 15	-0. 40	-0. 11
C5 - Regulatory Quality (	0. 86	0. 35	0. 02	-0. 31	0. 21	0. 86	0. 35	0. 02	-0. 31	0. 21	0. 41	0. 40	0. 02	-0. 59	0. 57
C6 - Rule of Law (estimat	0. 93	-0. 23	0. 21	0. 07	-0. 02	0. 93	-0. 23	0. 21	0. 07	-0. 02	0. 45	-0. 27	0. 30	0. 13	-0. 06
C7 - Voice and Accountabi	0. 85	0. 34	-0. 31	-0. 05	-0. 25	0. 85	0. 34	-0. 31	-0. 05	-0. 25	0. 41	0. 40	-0. 46	-0. 10	-0. 67

 Source : calculs de l'auteur sous Spadv55

Annexe 8: Tableau présentant les résultats de la croissance modèle 2

	TMC	SUR	DMC
Gini	-0. 401*	-0. 361*	-0. 276*
Inv	0. 185*	0. 188*	0. 168*
Infl	0. 009	-0. 002	-0. 012
Trade	0. 003	0. 019	0. 024
Edu	-0. 029	-0. 017	-0. 00005
ide	-0. 080	-0. 115	-0. 101

Note :*, **, *** dénotent respectivement la significativité au seuil de 1%,5%,10%

Source : estimations de l'auteur sous stata 12

Annexe 9: Tableau présentant les résultats de l'inégalité de revenu modèle 2

	TMC	SUR	DMC
Gouv	0. 585*	0. 548*	0. 632*
Ide	0. 094	0. 013	0. 032
txgdpc	-1. 165	-0. 641*	-0. 795*

Note :*, **, *** dénotent respectivement la significativité au seuil de 1%,5%,10%

Source : estimations de l'auteur sous stata 12

Références bibliographiques

- AGENOR P. -R. ET P. J. MONTIEL(1996), “Development Macroeconomics ”, Princeton University Press, Princeton.
- AJAKAIYE et. V. A. ADEYEYE, “Concepts, measurement and causes of poverty”, CBN ECONOMIC & FINANCIAL REVIEW, VOL. 39 N0. 4,32p
- ALFARO, L., A. CHANDA, S. KALEMLI-OZCAN, AND S. SAYEK(2004), “FDI and Economic Growth, The Role of Local Financial Markets,” Journal of International Economics 64, 113-134.
- ALFARO, L. AND A. RODRIGUEZ-CLARE (2004), “Multinationals and Linkages: Evidence from Latin America,” *Economia* 4, 113-170.
- ALFARO LAURA ET ANDREW CHARLTON (2007), “Growth and the Quality of Foreign Direct Investment: Is All FDI Equal”, Working Paper, Harvard Business School and NBER. 43p
- ALFARO LAURA ET AREENDAM CHANDA (2009), “Does Foreign Direct Investment Promote Growth? : Exploring the Role of Financial Markets on Linkages”
- ANAND, S. AND A. SEN (2000), “Human Development and Economic Sustainability”, *World Development*, 28, 12, 2029-2049.
- ANDREW MOLD (2004), « FDI and Poverty Reduction: A critical reappraisal of the arguments », *Revue Region et Développement* n° 20-2004, 32p
- ANTAZIS, C. , GORDON, D. AND LEVITAS, R. (2006), “Chapter 2: The concept and measurement of poverty ”, *Poverty and Social Exclusion in Britain*, Bristol, The Policy Press,pp29-69
- ASIEDU E., LIEN D. (2010), “Democracy Foreign Direct Investment and natural resources”, *The Journal of International Economics*.
- ASIEDU E. (2006), “Foreign Direct Investment in Africa: The Role of Natural Resources, Market Size, Government Policy, Institutions and Political Instability”, *the World Economy*, 29 (1): 63-77.
- ASIEDU E. (2002): “On the Determinants of Foreign Direct Investment to Developing Countries: Is Africa Different?” *World Development*, 30, 1, 107–19.
- BALTAGI B. (2008), “Econometric analysis of panel data”, Fourth Edition, John Wiley & Sons Ltd, the Atrium Southern Gate. Chichester West Suissex PO 19 8SQ, UK.
- BANQUE MONDIALE(2003), “Guide pour l’Analyse des Impacts sur la Pauvreté et le Social”, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank 1818 H Street, N. W. Washington, D. C. 20433, USA ,100p
- BANQUE MONDIALE (2005), “Introduction to poverty analysis”, *Poverty Manual*, All, JH Revision of August 8, 2005,218 pages

- **BASU SHARMA ET AZMAT GANI**(2004), “ The Effects of Foreign Direct Investment on Human Development”, *Global Economy Journal* ,Volume 4, Issue 2 2004 Article 9
- **BORENZSTEIN E., DE GREGORIO, LEE J.** (1998), “How does foreign direct investment affect growth?” *Journal of international Economics*, 145, pp. 115-135.
- **BOURGUIGNON, F.** (2002), “The Growth elasticity of Poverty reduction: Explaining heterogeneity across countries & time periods”
- **BOURGUIGNON, F.** (2003):“The Poverty-Growth-Inequality Triangle”, *Indian Council for Research on International Economic Relations*, New Delhy.
- **BOURGUIGNON, F.** (2008), "Du revenu aux dotations : le renouvellement des conceptions de la pauvreté", *Regards Croisés Sur l'Économie* (4), pp 34-45.
- **CALVET, A. L.** “A synthesis of foreign direct investment theories and theories of the multinational firm”, *Journal of International Business Studies* (pre-1986); Spring 1981; 12, 000001; ABI/INFORM Global, pp. 43- 59
- **CONFÉRENCE DES NATIONS SUR LE COMMERCE ET LE DÉVELOPPEMENT** (2005) :« Développement économique en Afrique. Repenser le rôle de l'Investissement Direct Étranger en Afrique », UNCTAD/GDS/AFRICA/2005/1
- **DAVID E. SAHN ET STEPHEN D. YOUNGER**(2007), “ inequality and Poverty in Africa in an Era of Globalization: Looking Beyond Income to Health and Education”, Presented at the UNU-WIDER Conference on “The Impact of Globalization on the Poor in Africa,” Johannesburg, South Africa, 1-2 December, 2005,30pages
- **DUNNING, J. H.** (1973),“The determinants of international production”, *Oxford Economic Papers* 25.
- **DUNNING, J. H.** (1980), “Toward an eclectic theory of international production: Some empirical tests” in *Journal of International Business Studies* issue 11.
- **DUNNING, J. H.** (1988), “The Eclectic Paradigm of International Production: A restatement and some possible extensions”, in *Journal of International Business Studies* issue 19 (Spring).
- **EASTERLY, W.** (2006), “Les pays pauvres sont-ils condamnés à le rester ?”, *Nouveaux Horizons*, 397pp
- **EKANAYAKE E. M. ET JOHN R. LEDGERWOOD** (2010), “how does foreign direct investment affect growth in developing countries? an empirical investigation”, *The International Journal of Business and Finance Research* , Volume 4 , Number 3 , pp 43-83
- **ESSO, L. J.** (2005), “Investissements directs étrangers : déterminants et influences sur la croissance économique”, *Politique Économique et Développement*, N° 117
- **ESSO, L. J.** (2006), « changement technologique, croissance et inégalité : l'importance du capital humain et des institutions », Thèse Pour l'obtention du titre de Docteur en Sciences Économiques à UNIVERSITÉ PARIS I –PANTHÉON – SORBONNE, 192pp

- **ESSO, L. J. (2010)**, “Long-Run Relationship and Causality between Foreign Direct Investment and Growth: Evidence from Ten African Countries”, *International Journal of Economics and Finance* Vol. 2, No. 2; May 2010, pp 168-177
- **FORBES, K. J. (2000)**: "A Reassessment of the Relationship Between Inequality and Growth", Sloan School of Management.
- **GOHOU ET ISSOUF SOUMARÉ (2012)**: “Does Foreign Direct Investment Reduce Poverty in Africa and are There Regional Differences?”, *World Development*, Volume 40, Issue 1, January 2012, pp. 75-95
- **GEOFF HANDLEY ET AL (2009)**, “Poverty and Poverty Reduction in Sub-Saharan Africa: An Overview of Key Issues”, Overseas Development Institute 111 Westminster Bridge Road London SE1 7JD, ODI Working Papers (Online) ISSN 1759 2917, 75p
- **IBRAHIM NGOUHOUE (2008)**, « Les Investissements Directs Étrangers en Afrique Centrale : attractivité et effets économiques », Thèse Pour l’obtention du titre de Docteur en Sciences Économiques à Université du Sud Toulon-Var, 299 pp
- **International Poverty Centre (2006)**, “Poverty in Focus”, Dag Ehrenpreis, 24p
- **JONATHAN HAUGHTON ET SHAHIDUR R. KHANDKE (2009)**, “Handbook on Poverty and Inequality”, The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank 1818 H Street, NW Washington, DC 20433
- **KEHO YAYA (2008)** : « La dimension sociale du développement durable en Côte d’Ivoire : le rôle de la croissance et des dépenses sociales », PED N°01/2008, 24 pages
- **LAHIMER (2009)**, « la contribution des investissements directs étrangers à la réduction de la pauvreté en Afrique Subsaharienne », Thèse Pour l’obtention du titre de Docteur en Sciences Économiques ,436 pp
- **LINE COUDOUEL, JESKO S. HENTSCHEL, AND QUENTIN T. WODON()**, “Chapter 1 Poverty Measurement and Analysis”, Volume 1 – Core Techniques and Cross-Cutting Issues p29-74
- **LOUIS-MARIE ASSELIN ET ANYCK DAUPHIN (2000)**, « Mesure de la pauvreté : Un cadre conceptuel », Centre canadien d’Étude et de Coopération internationale, 46p
- **MATTI LANGEL (2012)**, « Mesurer les inégalités de revenu », Université de Neuchâtel, 51 pages
- **MICHAEL KLEIN, CARL AARON, AND BITA HADJIMICHAEL (2001)**, “Foreign Direct Investment and Poverty”, Policy Research Working Paper 2613, 50pp
- **MICHALET, C. (1999)**. « La séduction des nations ou comment attirer des investissements »,
- **MOOSA (2002)**, “Foreign Direct Investment: Theory, Evidence and Practice”, Palgrave Macmillan.
- **OLGA VASYECHKO (2012)**, “A Review of FDI Theories: An Application for Transition Economies”, *International Research Journal of Finance and Economics* ISSN 1450-2887 Issue 89, pp 118 -136
- **PATRICK MOYES (2009)**, « Mesurer les inégalités économiques », cahiers du GREThA n° 2009-06, 15 pages

- **RAJ NALLARY AND BREDA GRIFFITH**(2011), “Understanding Growth and Poverty», The International Bank for Reconstruction and Development/The World Bank 1818 H Street NW
- **RAVAILLON, M.** (1997): "Can High-inequality developing countries escape absolute poverty? ", *Economic Letters* 56(1), pp. 51-57.
- **RAVAILLON, M.** (2004): "Pro-Poor Growth: A primer ", World Bank Policy Research Working Paper: N° 3242.
- **RAVAILLON, M. ET S. CHEN** (2002), "Measuring pro-poor growth", *Economic Letters* 78(1), pp. 93-99.
- **SABINA ALKIRE ET MOIZZA BINAT SARWAR**(2009), “ Multidimensional Measures of Poverty & Well-being”, Report Working Paper for the European Commission, Department of International Development Oxford United Kingdom,39 pages
- **SEN, A. -K.** (1993a), “Capability and Well-Being”, in *The Quality of Life*, Nussbaum M., Sen, A. -K. , (eds), Oxford University Press.
- **SEN, A. -K.** (1992), “Inequality Reexamined”, Oxford University Press, trad. fr. *Repenser l'inégalité*, Seuil, 2000.
- **SEN, A. -K.** (1991), “Welfare, preference and freedom”, *Journal of Econometrics*, 50, 15-29.
- **SEN, A. -K.** (1987a), “On Ethics and Economics”, Oxford, Blackwell Publishers, trad. fr. *Éthique et économie*, Presses universitaires de France, Paris, 1993.
- **SEN, A. -K.** (1987b), “The Standard of Living”, in G. Hawthorn, (ed.), Cambridge University Press, en partie préalablement publié dans Sen, 1985, *The Tanner Lectures*, Clare Hall, Cambridge.
- **SEN, A. -K.** (1985), “Commodities and Capabilities”, Elsevier Science.
- **SEN, A. -K.** (1984a), “The Living Standard”, *Oxford Economic Papers*, 36, 74-90.
- **VALÉRIE REBOUD**(2008), « Amartya Sen : un économiste du développement ? », Agence Française de Développement Département de la Recherche, 253pp
- **VERNON, R.** (1966), « International investment and international trade in the product cycle”, *Quarterly Journal of Economics* 80, pp. 190-207
- **VINTILA DENISIA** (2010), “Foreign Direct Investment Theories: An Overview of the Main FDI Theories”, *European Journal of Interdisciplinary Studies*, pp 53-59

Table de matière

<i>Remerciements</i>	iii
<i>Sommaire</i>	v
<i>Sigles et abréviations</i>	viii
OCDE : Organisation de Coopération et de Développement Économiques	viii
<i>Liste des illustrations</i>	x
<i>LISTE DES FIGURES</i>	x
<i>LISTE DES TABLEAUX</i>	x
<i>LISTE DES ENCADRES</i>	xi
<i>LISTE DES ANNEXES</i>	xi
<i>Résumé</i>	xii
<i>Abstract</i>	xii
Chapitre 0 : Introduction générale	1
0.1 Contexte et Justification de l'Étude.....	1
0.2 Problématique	3
0.3 Objectifs de l'Étude.....	3
0.4 Méthodologie	4
0.5 Plan de Rédaction.....	4
Chapitre 1 : Théories et Concepts des IDE et de la Pauvreté	5
1.1 Théories et concepts des IDE.....	5
1.2 Théories et concepts de la pauvreté.....	11
1.3 IDE et réduction de la pauvreté.....	24
1.4 Originalité de l'étude	31
Chapitre 2 : Revue de Littérature empirique	32
2.1 IDE et Croissance.....	32
2.2 Croissance et Inégalité.....	34
2.3 IDE et Inégalité	36

2.4	Lien direct entre IDE et pauvreté	36
Chapitre 3 : Cadre Méthodologique et Données		39
3.1	Hypothèses de recherche.....	39
3.2	Présentation du modèle.....	39
3.3	Données et Sources.....	43
3.4	Procédure d'estimation	45
Chapitre 4 : Évolution de la croissance, des IDE de la Pauvreté en ASS		52
4.1	Évolution de la croissance.....	52
4.2	Évolution des flux d'IDE.....	54
4.3	Analyse de l'évolution de la pauvreté.....	55
4.4	Évolution des Inégalités de revenu	60
Chapitre 5 : Modélisation Économétrique et Interprétation des Résultats		61
5.1	Spécification et test préliminaires	62
5.2	Estimation et interprétation des résultats	67
Conclusion et Recommandations		74
<i>Annexes</i>		xvii
<i>Références bibliographiques</i>		xxii
<i>Table de matière</i>		xxvi